



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

REPUBLIQUE DU MALI

Programme Fonds de Développement en Zone Sahélienne (FODESA)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 8-19 avril 2013

Date du document: mai 2013

No. du Projet: 1089

No. du rapport: 3044-ML

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	3
B.	Évaluation d'ensemble de l'exécution du FODESA	3
C.	Produits et réalisations	4
D.	Avancement de l'exécution du FODESA	9
E.	Aspects fiduciaires	11
F.	Durabilité	16
G.	Conclusion	17

Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du FODESA et notes	19
Appendice 2:	Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats au 15 février 2013.	23
Appendice 3:	Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus	30
Appendice 4:	Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI	33
Appendice 5:	Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante	35
Appendice 6:	Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement	39
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	41

A. Introduction¹

1. La présente mission s'est déroulée 6 mois environ après la précédente avec l'objectif d'évaluer l'état de mise en œuvre des recommandations de la mission de supervision d'octobre 2012 et de déterminer l'état d'exécution technique et financière du PTBA au 31 décembre 2012 et au 28 février 2013.
2. Cette mission est d'autant plus importante que l'achèvement du projet se profile -fin juillet 2013- dans un contexte politique encore précaire : entre les deux missions de supervision, l'équipe du projet a dû se replier sur Bamako début janvier 2013 à cause de la progression des groupes islamistes vers le centre du pays. Depuis, le FODESA a pu se réinstaller à Mopti mais la situation reste fragile. A ceci s'ajoute les difficultés de gestion financière du projet liées à l'absence d'un RAF à temps plein, compensée partiellement suite aux recommandations de la mission de supervision d'octobre 2012, par un appui de la comptable du PMR².
3. A Bamako, la mission a eu des séances de travail au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement. Elle a également rencontré la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), la Coordination Nationale des Organisations de Producteurs (CNOP), l'Agence Nationale d'Investissement pour les Collectivités Territoriales (ANICT) et la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF).
4. La mission a effectué une visite de terrain à Mopti pour s'entretenir avec l'équipe du FODESA (ARM et AREG), l'Administration (Gouvernorat), les services techniques partenaires du Programme (DREF, ANICT), les populations de Kobaka (après une visite du chantier de surcreusement du chenal) ainsi que les élus des communes de Koubaye et de Korombana (qui ont fait le déplacement à Sévaré pour rencontrer la mission).
5. Le présent aide-mémoire a été discuté le 24 avril 2013 au cours d'une séance de restitution présidée par Mr Abdoulaye DEMBELE, Conseiller Technique, représentant le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture en présence des principaux acteurs et partenaires du programme.
6. La mission exprime sa satisfaction et ses remerciements au Gouvernement du Mali et à toute l'équipe du programme et leurs partenaires pour l'appui et la qualité des échanges.

B. Évaluation d'ensemble de l'exécution du FODESA

7. Le PTBA 2012 est exécuté dans un contexte marqué par des préoccupations sécuritaires qui ont perturbé la bonne marche des activités tout au long de l'année 2012. Des mesures adéquates prises par l'AREG, à savoir le redéploiement des animateurs des zones à risques vers les zones plus épargnées ont permis de juguler partiellement ces contraintes. La mission de supervision du programme effectuée en octobre 2012, avait procédé à des réajustements du PTBA 2012, suite à l'évaluation de l'état d'exécution des activités programmées, dans le souci de le concentrer sur l'essentiel en perspective de l'entame de la dernière phase du programme.
8. Cette démarche guidée par un souci d'efficacité et d'efficience devait permettre au programme d'accroître le taux d'exécution technique du PTBA, principalement par la finalisation des activités en cours, et d'améliorer substantiellement les taux de réalisation financière qui était de 35% au 30 septembre 2012. Ce taux a progressé sensiblement au 31/12/2012 pour s'établir à 62% comme projeté lors de la supervision d'octobre 2012. Ceci a été rendu possible par l'engagement de l'équipe du FODESA et par la contribution de la comptable du PMR qui a permis une amélioration de la gestion financière du programme.

¹ Sous la responsabilité de Philippe Rémy, Chargé de portefeuille (CPM) du Mali pour le FIDA, la mission était conduite par: Bakary Sékou Coulibaly, Chargé d'Appui au programme pays (CPO), FIDA à Bamako; et était composée de Salif Touré, Consultant expert environnementaliste, Mécanisme Mondial/UNCCD ; Moulaye Tétra, Consultant International, expert financier, FIDA (mission réalisée en mars 2013) ; Mamadou Nadio, Coordinateur CNPPF.

² PMR : projet de micro-finance rurale

9. Début 2013, le projet a été forcé à se replier sur Bamako pendant quelques semaines, ce qui a encore perturbé ses activités. De plus la sanction financière appliquée au Mali suite au non-remboursement de sa dette au FIDA a interdit tous nouveaux décaissements en faveur des programmes FIDA, dont le FODESA, depuis le 17 janvier 2013.

10. La mission d'octobre avait insisté sur la nécessité d'élaborer et de valider avec les principaux acteurs et partenaires du projet une stratégie de désengagement du programme. Cet aspect n'a pas connu d'avancée significative et devient d'autant plus urgent à quelques mois de l'achèvement du FODESA.

11. Dans ce contexte, les efforts doivent porter dans les mois à venir, dès que la sanction financière pourra être levée, sur la finalisation des actions en cours (aucune action nouvelle ne devant être entreprise) et sur la régularisation des pièces comptables et financières du projet car malgré les efforts de mise à jour de la comptabilité, des progrès restent à faire pour faciliter les procédures d'achèvement et de clôture du programme.

C. Produits et réalisations

Composante 1 : Renforcement des capacités

12. L'objectif de cette composante est d'appuyer la viabilisation institutionnelle et financière des associations régionales et le renforcement de leurs capacités à assumer de façon autonome leur rôle d'acteurs du développement local.

13. Les principales activités prévues pour l'année 2012 portaient sur: la réalisation de campagnes d'IEC ; la mise en œuvre des conventions avec l'ICRAF, la CNOP, la DNA, l'URG/IER ; la poursuite du processus de capitalisation ; la formation de l'équipe du projet en TOMPRO, en gestion du personnel, en analyse de données et au suivi-évaluation ; l'évaluation des conventions mises en œuvre en 2011 ; l'élaboration et la validation de la stratégie de désengagement du programme et d'autonomisation de l'ARM.

14. Le taux d'exécution technique pondéré de cette composante est estimé à 55%, avec un taux d'exécution financière de 72%. Le nombre total de personnes bénéficiaires des actions d'IEC a atteint 8.723 sur une prévision initiale de 7.000 personnes. Les thèmes traités ont porté essentiellement sur la démarche du programme, la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité.

15. La dernière mission de supervision avait recommandé d'évaluer les conventions avec les partenaires techniques à savoir l'IER, l'ICRAF et la DNA. Malgré l'inexistence de dispositifs de suivi dans la quasi-totalité des conventions, l'évaluation a pu donner les résultats suivants :

16. La convention avec la DNA qui visait à améliorer les productions et subséquemment les revenus des ménages a été jugée pertinente. L'ensemble du paquet d'activités préconisées a été mis en œuvre dans tous les périmètres maraîchers réalisés par le FODESA à la satisfaction des bénéficiaires.

17. Les activités menées dans le cadre de la convention passée avec l'IER ont amélioré les conditions d'augmentation de la production locale voire nationale de semences et leur diffusion au travers de foires. Cependant, le rapport d'évaluation stipule que les formations données aux paysans, n'ont pas fait l'objet d'accompagnement suffisant gage d'appropriation des techniques par les bénéficiaires.

18. En ce qui concerne la convention avec l'ANICT, l'évaluation conclut à la pertinence et à la clarté de son objet. La principale faiblesse de cette convention, réside dans le retard accusé dans la livraison des équipements programmés prévue en juin 2012. Ce retard est dû aux difficultés de transfert des fonds aux collectivités.

19. Le processus de capitalisation s'est poursuivi par la réalisation d'une enquête de terrain sur l'expérience du FODESA en matière d'aménagement, de gestion et de pérennisation des plantations villageoises dans les cercles de Djenné et Tenenkou. Il ressort de l'examen du rapport que le

reboisement collectif mis en place par le FODESA-Mopti est une innovation permettant le développement d'un système agroforestier combinant un ensemble de technologies éprouvées de sylviculture et une utilisation des espaces ruraux par la mise en place de bosquets villageois. D'intéressants résultats ont été mis en évidence, à savoir : (i) les bosquets villageois ont créé des forêts artificielles dans les villages cibles ; (ii) la Régénération Naturelle Assistée et la mise en défens constituent des techniques peu coûteuses de reboisement et faciles à adopter à grande échelle ; (iii) les productrices/teurs tirent des revenus substantiels de l'exploitation des périmètres maraichers (les ventes des produits atteignent en moyenne 150 000 F FCA par mois pour certains exploitants) ; (iv) la transplantation de jeunes plants de jujubier amélioré et de tamarinier sucré a donné des résultats encourageants et des fiches de capitalisation ont été préparées.

20. Parmi les activités non réalisées : la formation en analyse des données de Suivi-Evaluation a été reportée en 2013 mais elle ne semble plus être opportune du fait de l'achèvement prochain du FODESA. L'organisation de l'atelier sur la stratégie de désengagement a connu un début timide de réalisation à travers le lancement du dossier de recrutement des prestataires. A quelques mois de l'achèvement du programme, cette activité devient urgente pour statuer sur les activités pouvant être transférées et/ou poursuivies par d'autres acteurs. Aussi la mission recommande-t-elle d'accélérer le processus de recrutement des prestataires afin de réaliser l'atelier dès que la situation financière le permettra.

21. La mission a analysé avec l'AREG les activités susceptibles d'être exécutées avant l'achèvement du programme, sous réserve que la situation financière et sécuritaire s'améliore. Ainsi au titre du PTBA 2013, les activités retenues dans cette composante sont les suivantes :

Recommandations de la présente mission		
Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
Poursuivre la capitalisation des résultats	FODESA	PTBA 2013 révisé
Disposer de l'assistance juridique du Cabinet MAYA pour son conseil dans le processus d'achèvement et la clôture du Programme	FODESA	PTBA 2013 révisé
Organiser l'atelier sur la stratégie de désengagement	FODESA	immédiatement

Composante 3³ : Appui au développement local et gestion durable des ressources naturelles

22. L'objectif de cette composante est d'encourager un processus de développement local participatif donnant aux communautés le pouvoir d'agir au niveau du village pour concevoir, planifier et gérer des microprojets et des activités productives qui répondent à leurs besoins, tout en restaurant et protégeant leur environnement fragile. La composante comprend 3 sous-composante : i) Développement des Capacités et Renforcement Institutionnel ; ii) Appui au Développement Local et iii) Gestion Durable des Ressources Naturelles et Biodiversité.

23. A la date du 31/12/2012, le taux d'exécution technique pondéré de cette composante est estimé à 44%, tandis que son taux d'exécution financière s'établit à 53% qui a doublé entre septembre et décembre 2012, mais demeure faible eu égard aux effets attendus de la composante.

Sous-composante 3.1 : Développement des capacités et renforcement institutionnel

24. Cette sous-composante a pour objectif d'intégrer l'aménagement des ressources naturelles et les activités de sensibilisation et de formation à la conservation de la biodiversité dans le cadre de la stratégie d'Information, d'Education et de Communication.

25. Les activités programmées pour 2012, portent en particulier sur : la finalisation de l'étude d'inventaire des ressources fauniques et floristiques; l'aménagement de la mise en défens de 1.600 ha dans les six sites prioritaires ; la formation en GRN d'élus locaux; l'animation et la sensibilisation des communautés locales (8.000 personnes) autour des thématiques GRN ; l'organisation de visites d'échanges ; l'appui à l'organisation de la conférence régionale sur les bourgoutières ; la réalisation

³ La composante 2 du FODESA relative au Services Financiers Décentralisés a été transférée au PMR

d'une étude sur les règles de conservation du Delta intérieur du Niger ; le suivi et l'animation des associations dans les quatre cercles ; la restauration de sites refuge du lamantin.

26. Le taux d'exécution technique pondéré de cette sous composante est estimé à 25% à la date du 31/12/2012. L'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites n'a pas encore été finalisée. Le rapport provisoire de l'étude a fait l'objet de commentaires par le FODESA et remis au prestataire qui a la charge d'organiser l'atelier de validation. Les TDR étant disponibles, cet atelier doit être programmé immédiatement.

27. La mise en défens a enregistré un taux de réalisation d'à peine 5%. Toutefois, le projet a facilité la signature d'une convention de gestion portant sur 3.800 ha dont 800 ha de rônaraie à Tabato et 3000 ha d'acacia albida dans la commune de Nemabadenyakafo avec comme effets induits la mise en défens des forêts à Digani, Yogonsiré, Sénossa, Kéké, Syn et Bougoula.

28. Les études complémentaires sur la stratégie de conservation du delta et l'étude sur les sites refuges du lamantin n'ont pas été réalisées. Le FODESA projette de les mener en 2013. Mais cela sera difficile compte tenu du temps nécessaires à ces travaux et la mission recommande de ne plus les programmer.

29. Par contre, la restauration des habitats naturels grâce à la régénération des bourgoutières constitue toujours des actions fort appréciables de l'intervention du projet. Ainsi en fin d'année 2012, la superficie totale de bourgoutières régénérées et validées par GPS a été estimée à 1.332 ha.

30. Les activités de renforcement des capacités ont été réalisées au-delà des prévisions, avec 55 actions dont 3 destinées spécifiquement aux groupements de femmes. Les formations réalisées portaient sur les thèmes suivants : les techniques de réalisation des Zaï ; les cordons pierreux ; la fixation des dunes ; la formation des brigades de surveillance des forêts mise en défens ; la gestion des étangs piscicoles ; les zones humides ; la formation en gestion des comités de gestion des microprojets ; la formation en alphabétisation des bénéficiaires des microprojets ; la formation des élus sur leur rôle et responsabilité par rapport aux textes législatifs et réglementaires régissant la pêche ; l'utilisation des ruches Kenyanes ; la transformation du poisson au four Chorkor ; la formation des pépiniéristes et les visites d'échanges. L'ensemble de ces formations et visites d'échanges correspondent à 47 sessions de formations et 8 voyages d'études, soit un total de 55. Il faut retenir que certaines formations sont liées à la mise en œuvre de certaines activités telles que : la réalisation des zaï, les cordons pierreux, la mise en défens de forêts, la fixation des dunes ; la réalisation des étangs piscicoles, etc.

31. Les recommandations à la révision du PTBA 2013 sont résumées ci-dessous :

Recommandations de la présente mission		
Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
Abandonner la programmation de la stratégie de conservation du delta et de l'étude sur les sites refuges du lamantin	FODESA	immédiat
Organiser l'atelier de validation de l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques	FODESA	Avant la fin du mois de mai 2013
Assurer les salaires et le fonctionnement de 2 agents techniques/cercles de 6 animateurs/sites, et de 4 conducteurs de pinasses pendant les 4 derniers mois du programme.	FODESA	Dans PTBA 2013 révisé

Sous-composante 3.2 : Développement local dans le delta

32. L'objectif de cette sous-composante est de soutenir les microprojets productifs et sociocommunautaires pour atténuer la pression sur les ressources naturelles. Certains projets sont financés directement aux producteurs, et d'autres sont réalisés suivant les procédures de l'ANICT. Les réalisations sous maistrises communales concernent principalement les parcs de vaccination, le surcreusement de chenaux, les radios rurales, l'hydrauliques villageoises et pastorales.

33. Au 31/12/2012, son taux d'exécution technique pondéré est estimé à 54%. L'état d'exécution des activités relatives au développement des microprojets montre que l'installation des périmètres rizicoles (dotation d'un GMP pour le périmètre d'Akka), des périmètres maraîchers (23 OP reçu de petits matériels de maraichage), la réalisation de haies vives autour des périmètres maraîchers 5350 ml de haies vives réalisées sur une prévision de 1700 ml), des puits ou forages maraîchers équipés de motopompes ont atteint ou dépassé les prévisions (sur une prévision de 12 puits ou forages 32 ont été réalisés dans les périmètres agroforestiers des Communes de Toguéré Coumbé, Socoura, Togoro kotya, Dialloubé, Ouroubé Doudé et Korombana).

34. La clôture de périmètres maraichers en grillage et la réalisation des puits à grand diamètre équipés de motopompes sont réalisées à 50%.

35. Certains périmètres dont la clôture est achevée doivent être complétés par des forages. Dans d'autres cas, les forages sont réalisés mais les clôtures sont en cours. En outre, dans le cadre de nouveaux aménagements, où les contributions des bénéficiaires sont mobilisées et les dossiers préparés, il est encore possible d'engager les travaux avant l'achèvement du projet. L'estimation des coûts préparée par le FODESA au titre de ces travaux prévus en avril et mai s'élève à 185 M FCFA dont 155 M FCFA pour les nouveaux aménagements et 30 M FCFA pour la consolidation des aménagements déjà initiés. La mission recommande de réaliser ces aménagements.

36. En plus de ces activités, les travaux de mise en valeur de 5 étangs piscicoles doivent également être achevés. Il est prévu à cet effet, un investissement de 12 M FCFA. Ces travaux sont prévus pour être réalisés en avril et mai 2013, avec des actions de suivi de leur exploitation par le Chef de secteur Pêche après l'achèvement du projet.

37. Concernant les travaux sous maîtrise d'ouvrage communale, la mission a eu une séance de travail avec l'ANICT à Bamako, pour faire l'état de mise en œuvre de la convention avec le FODESA. L'ANICT a préfinancé 82 M pour la réalisation des travaux. Sur la base d'un état des lieux par le programme des travaux effectivement réalisés, la mission recommande de procéder au remboursement de l'ANICT. Il est également recommandé d'évaluer le montant nécessaire pour finaliser les microprojets sociocommunautaires en cours avant l'achèvement du programme.

38. Dans le souci d'assurer un suivi rapproché des périmètres sous exploitation, en particulier ceux réalisés dans les cercles de Tenenkou et de Youwarou, il s'avère nécessaire d'impliquer davantage la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA). Or au cours de l'entretien avec le Directeur National Adjoint de ce service, la mission a noté que le protocole d'accord qui a expiré depuis fin décembre 2012, n'a pas encore été renouvelé. La DNA se dit cependant prête à apporter son appui auxdits périmètres, si un minimum d'appui de fonctionnement lui est apporté, les motos pour le déplacement étant toujours disponibles à leur niveau.

39. La mission recommande de retenir les activités suivantes dans le PTBA 2013 avant achèvement

Recommandations de la présente mission		
Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
Finaliser les travaux en cours (63 forages + pompes ; dotations en équipement et en semences de 27 périmètres maraîchers ; finaliser 5 étangs piscicoles ;	FODESA	PTBA 2013 révisé
Organiser des formations pour assurer la mise en œuvre et la durabilité des actions engagées (productrices d'échalote en techniques de conservation ; 15 comités de gestion de périmètres agroforestiers ; 5 comités de gestion des étangs piscicoles)	FODESA	PTBA 2013 révisé
prolonger la convention avec la DNA	FODESA	PTBA 2013 révisé
Evaluer les montants dus à l'ANICT pour les travaux déjà réalisés et pour leur finalisation	FODESA	Avant la fin du mois de juin 2013

Sous-Composante 3.3. Gestion durable des ressources naturelles et conservation de la biodiversité

40. Cette sous-composante a pour objectif de restaurer et de maintenir l'équilibre du Delta, en vue d'accroître les revenus des populations et de contribuer à la sécurité alimentaire dans les secteurs à fort potentiel agricole. Le taux d'exécution technique pondéré de la sous-composante est estimé à 54%.

41. Les activités programmées dans le PTBA 2012 réparties sur les volets, Suivi de la biodiversité, Aménagements planifiés, Valorisation des races animales locales et des espèces végétales sont les suivantes: Acquérir des photographies aériennes des six sites prioritaires ; Acheter six GPS et autres matériels SIG ; Acheter 6 appareils photo numériques ; Réaliser une étude inventaire des ressources floristiques et fauniques du Delta ; Réaliser un atelier de définition des indicateurs du SIED ; Former des personnes ressources en SIG ; Diffuser des informations du SIED et autres acquis ; Régénérer 500 ha de bourgou ; Répliquer 500 ha de bourgou ; Confectionner des ouvrages antiérosifs (600 ha) ; Restaurer des doumeraies et parc d'Acacia albida (250 ha) ; Réaliser une étude diagnostique de la situation du mouton à laine ; Réaliser des actions pilotes de développement et Réaliser une étude complémentaire.

42. Dans le volet Suivi de la biodiversité, l'acquisition des photographies aériennes des six sites pilotes n'a pas été réalisée. Les activités relatives à l'achat de 6 GPS et autres matériels SIG, et de 6 appareils photo numériques ainsi qu'à la réalisation d'un atelier de définition des indicateurs du SIED, ont été réalisées à 100%. En ce qui concerne la formation des personnes ressources en SIG et la diffusion des informations du SIED et autres acquis, elles ont été réalisées à 50 et 70% respectivement.

43. Dans le volet Aménagements planifiés, la régénération de 500 ha de bourgou a été réalisée à 214, 38%, tandis que le repiquage de 500 ha de bourgou n'a pu se faire qu'à hauteur de 52%. Quant à la confection d'ouvrages antiérosifs sur 600 ha elle a dépassé les prévisions en atteignant 131%. Enfin, la restauration de 250 ha de doumeraies et de parc d'Acacia albida, n'a été réalisée qu'à hauteur de 4%.

44. Dans le volet Valorisation des races animales locales, l'étude diagnostique de la situation du mouton à laine a été réalisée à 100%. A contrario, l'activité relative à la réalisation des actions pilotes de développement n'a pas du tout été exécutée.

45. Dans le volet valorisation des espèces locales, la seule activité prévue, à savoir la réalisation d'une étude complémentaire a été exécutée à hauteur de 70%. L'ICRAF a réalisé une étude diagnostique des contraintes des espèces du parc agroforestier et axes de recherche zone AREG-FODESA, grappe Mopti sud (Djenné) dont le rapport provisoire est disponible.

46. En plus de ces activités prévues dans le PTBA 2012, d'autres réalisations ont été faites, il s'agit notamment de la production de plants et le reboisement, l'installation de pépinières et la protection des berges avec du vétiver et le géo référencement des bourgoutières.

47. Compte tenu de son importance pour la diversité biologique et la gestion des ressources naturelles dans le Delta, la présente mission recommande la tenue de l'atelier de validation de l'étude réalisée par l'ICRAF ci-dessus mentionnée.

Composante 4: Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

48. La composante Coordination Gestion, et suivi évaluation a pour objectif de coordonner les interventions du programme, d'assurer une gestion financière efficace et transparente des ressources du programme, de promouvoir l'amélioration continue des approches et méthodes d'intervention des différents acteurs, et d'encadrer les processus participatifs de suivi évaluation. Au 31/12/2013, le taux d'exécution technique pondéré de cette composante est estimé à 57,50% et le taux d'exécution financière à 105,05%.

49. En plus des activités réalisées dans le cadre de l'appui technique et des supervisions, rapportées lors de la dernière mission de supervision, le FODESA a également assuré les activités suivantes : (i) la participation au 7^{ème} forum régional des projets financés par le FIDA ; (ii) la rencontre

à Bamako de la mission du FIDA, chargée de l'élaboration de la note conceptuelle de l'ASAP ; (iii) la participation à l'atelier de validation du rapport final de l'évaluation indépendante du programme pays ; (iv) la participation à Bamako aux festivités du 30^{ème} anniversaire de la coopération entre le Mali et le FIDA.

50. Pour ce qui est du suivi et évaluation, il a porté sur l'enregistrement des demandes, la validation et la synthèse des rapports d'activités mensuels des animateurs de site, la préparation de l'atelier sur les indicateurs de suivi écologique du DIN, le renseignement de la base de données de l'AREG, le renseignement du rapport d'évaluation annuelle du FEM, le rapportage des réunions mensuelles de programmation des activités, la validation des différents rapports d'études, l'élaboration des rapports trimestriels, semestriels et annuel et la consolidation du projet de PTBA 2013.

51. Les activités retenues dans le PTBA 2013 sont les suivantes :

Recommandations de la présente mission		
Recommandations	Responsabilité	Délais d'exécution
Réaliser l'enquête SYGRI de fin de projet, les enquêtes-évaluation partielles auprès des bénéficiaires de fin de projet et l'enquête de satisfaction des bénéficiaires	FODESA	PTBA 2013 révisé
Auditer les comptes 2012 et réaliser l'audit de fin de projet	FODESA	PTBA 2013 révisé
Réaliser l'évaluation finale et élaborer le rapport d'achèvement	FODESA	PTBA 2013 révisé

D. Avancement de l'exécution du FODESA

52. Lancé depuis fin 1999, le Programme Fonds de Développement en Zone Sahélienne (FODESA) cumule dix (10) ans d'exécution au niveau des deux premières régions (Ségou, Koulikoro) où l'achèvement de ses activités est intervenu en mars 2009 conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt FIDA. Sa poursuite à Mopti jusqu'en 2013 répond aux modalités du financement additionnel obtenu pour les activités dans cette région. Cette poursuite se fait dans le cadre d'un partenariat entre le Fonds Environnemental Mondial (FEM) et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA).

53. L'objectif principal du FODESA est de réduire la pauvreté des familles de la zone sahélienne du Mali par : (i) la réalisation d'infrastructures en vue d'accroître les productions, les revenus et d'améliorer les conditions de vie des populations; (ii) la gestion durable des ressources naturelles; (iii) l'accès des populations de la zone aux crédits par la création de services financiers décentralisés (SFD) ou de proximité, ou l'extension des systèmes existants. La zone d'intervention couvre 19 communes dans 4 Cercles réparties comme suit : (i) 7 communes dans le cercle de Mopti (communes de Korombana, Ouroubé Doudé, Socoura, Dialloubé, Ouro-Modi, Koubaye, et Salsalbé) ; (ii) 6 communes dans le cercle de Djenné (Djenné, Pondori, Ouro-Aly, Nemabadenyakafo, Niansanarie et Dandougou Fakala) ; (iii) 4 communes dans le cercle de Youwarou (Bimberé Tama, Deboye, Farimaké et Youwarou) ; (iv) 2 communes dans le cercle de Tenenkou (Togueré Coumbé et Togoro Kotya).

54. L'intervention du FEM dans le financement du projet intitulé « Protection de la Biodiversité et Gestion Participative et Durable des Ressources Naturelles dans le Delta Intérieur du Niger et de ses zones d'attente » et plus spécifiquement dans la région de Mopti est censée compléter et renforcer les deuxième et troisième phases du FODESA en lui permettant de promouvoir un processus de développement centré sur la gestion durable des ressources naturelles dans la zone d'intervention du programme.

55. Les activités du Programme s'articulent autour de 4 composantes à savoir : (i) le Renforcement des Capacités ; (ii) les Services Financiers Décentralisés ; (iii) l'Appui au Développement Local et la

Gestion Durable des Ressources Naturelles dans le Delta ; et (iv) la Coordination, Gestion et Suivi-évaluation du Programme. Les cibles du Programme sont les collectivités territoriales couvertes et les organisations communautaires de base (éleveurs transhumants, les agropasteurs, les agriculteurs, les pêcheurs, les organisations paysannes, les groupes sociaux les plus pauvres femmes et jeunes).

56. Les activités de la composante environnementale se concentrent sur le Delta Intérieur du Niger qui couvre les quatre cercles de la zone inondée à savoir : Djenné, Mopti, Tenenkou et Youwarou. Elles portent sur la gestion communautaire des ressources naturelles et la protection de la Biodiversité et contribueront à réduire la pression sur les ressources naturelles et tout en favorisant la participation des communautés dans la protection et la réhabilitation du milieu naturel.

57. Les indicateurs relatifs aux objectifs spécifiques sont les suivants : (i) Amélioration des conditions de vie des ménages en sécurisant les revenus, l'accès aux services sociaux de base et la réduction des conflits autour des ressources naturelles (réalisation de deux enquêtes SYGRI (2008 et 2010), soit une réduction de 6% du taux de malnutrition infantile de 2008 à 2010 ; (ii) Renforcement des capacités d'action et de participation des organisations paysannes au développement local (adhésion de 4 OP faitières aux cadres locaux et régionaux, conclusion de 5 conventions de partenariat stratégique et opérationnel entre OP et les services techniques, OP et le CRRA, OP et PTF ; appui à 17 communes pour l'élaboration de leur Programme de développement Economique Social et Culturel (PDESC) sur les 19 prévus ; signature de 40 conventions de gestion déléguée entre les OP et les collectivités territoriales décentralisées) ; (iii) Contribution au développement local durable par la mise en place ou l'amélioration des mécanismes existant de gestion des ressources naturelles, de protection de la biodiversité et des écosystèmes (introduction de 4 variétés locales améliorées de *Ziziphus mauritiana* greffé, de Tamariniers sucrés, de baobabs et de goyaviers dans les villages de Syn, Youwarou, Noïna, Kobassa, Koba, Doungoura, Orogalo, Saré-Maré et Tomora ; restauration de 891 ha de sols par les techniques de Zaï, de cordons pierreux, de fixation de dunes de sable et de protection des berges).

58. Les indicateurs concernant les résultats par composante se présentent de la manière suivante. Pour la composante Renforcement des capacités, les indicateurs relatifs au résultat 1 « *Les Capacités institutionnelles, techniques et financières des Associations Paysannes sont renforcées* » portent sur : (i) La mise en place de 2 cadres de représentation, de défense et de promotion des intérêts du monde paysan (ARM et l'Union des OP de Djenné) ; (ii) L'adhésion de 4 OP faitières aux cadres locaux et régionaux (la fédération des maraîchers et planteurs, la fédération des pêcheurs, la fédération des éleveurs et la fédération des riziculteurs) ; (iii) L'organisation de 22 rencontres consultatives sur les 24 prévues, entre les cadres mis en place et les organisations représentatives du monde paysan ; (iv) La conclusion de 5 partenariats stratégiques et opérationnels entre les Association régionale et les acteurs locaux (C.T, services techniques, CRRA, PTFs) ; (v) L'appui de 17 communes sur les 19, dans l'élaboration de leur Programme de Développement Economique Social et Culturel (PDESC).

59. S'agissant des indicateurs relatifs au résultat 2 « *Les associations des usagers gèrent par délégation de la collectivité les investissements socio communautaires* », ils se présentent comme suit : (i) La radio de Toguéré Coumbé en construction dans le cadre des investissements sociocommunautaires est en gestion délégué ; (ii) La mise en place de 83 comités de gestion fonctionnels.

60. Pour la composante « Appui au développement local et gestion durable des ressources naturelles dans le delta intérieur du Niger », les indicateurs relatifs au résultat 1 « *Les organisations rurales et les institutions publiques disposent de capacités accrues pour la gestion intégrée des écosystèmes et l'aménagement durables de ressources* » se présentent comme suit : (i) L'organisation de 72 ateliers locaux d'information et de formation dans le domaine de la GRN et de la protection de la biodiversité et des écosystèmes ; (ii) L'élaboration et la signature de 14 conventions de gestion des ressources naturelles par les acteurs locaux ; (iii) La formation de 34 agents des services techniques sur les 40 prévus ; (iv) La sensibilisation sur la GRN de 5313 personnes sur les

4000 prévus ; et (v) 83 OP mènent des activités régulières de GRN sur la base d'une planification concertée et d'outils de gestion adaptés.

61. Les indicateurs du résultat 2 « Les revenus des communautés bénéficiaires sont sécurisés et accrus » sont les suivants : (i) La réalisation de deux (02) parcs de vaccination métalliques à M'Biabougou dans la commune de Niansanari et Salsalbé dans la commune de Salsalbé, sur les 24 microprojets communautaires financés ; (ii) La réalisation de 51 microprojets productifs ; (iii) La réalisation de 126 microprojets en GRN (DRS/CES, régénération de Bourgou, fixation des dunes ; la protection des berges et les plantations d'arbres) ; (iv) 5 plans d'aménagements intégrés ont été mis au point par les communautés locales sur les 10 prévus par rapport aux six (06) sites prioritaires, (v) les financements bénéficiant aux femmes sont de 55%.

62. Les indicateurs du résultat 3 « *Le programme a contribué à la restauration de 6 sites prioritaires d'intérêt local, national et mondial dans le delta intérieur* » concernent : (i) La mise au point et adoption de 19 plans PCAE/GRN par les comités mis en place à l'échelon local, (ii) La régénération de 2044 ha de bourgoutière sur 1300 ha prévus ; (iii) La restauration de 66 ha de doumeraies et de forêts inondées sur 1200 ha prévus ; (iv) 18,26 ha de variétés locales réintroduites sur 800 ha ; (v) La restauration en lutte antiérosive de 901 ha sur 750 ha prévus ; (vi) La mise en défens de 7381 ha de forêts par les communautés locales ; (vii) Le rapport provisoire de l'étude des inventaires floristiques et fauniques est disponible et attend d'être validé en atelier par le comité national de suivi.

63. Les indicateurs du résultat 4 « *Le système unifié et intégré d'information et de gestion environnemental du delta est fonctionnel* » comportent : (i) le rapport provisoire de l'architecture informatisée du Système unifié et intégré et de gestion environnementale du delta est disponible ; (ii) fréquence et nombre de rapports transmis aux décideurs.

64. Les résultats présentés ci-dessus montrent les nombreuses activités engagées et les nombreux résultats obtenus par le FODESA. A quelques mois de son achèvement, le programme ne pourra que consolider ses acquis et ne pourra s'engager dans de nouvelles activités aptes à avancer dans l'exécution du FODESA.

65. La dernière enquête SYGRI permettra de mesurer les impacts du programme avec plus de précision. Le rapport d'achèvement à préparer durant le second semestre 2013 permettra un bilan de l'ensemble des activités du programme et la formulation de propositions pour faciliter la durabilité de ses acquis.

E. Aspects fiduciaires

66. La gestion administrative, financière et comptable a connu des difficultés depuis le démarrage des activités du Programme à Mopti, ce qui a entraîné le licenciement de deux DAF et d'un comptable et ce, malgré les quatre appuis de la CNPPF depuis 2009 et les deux contrats d'assistance signés avec successivement les cabinets « Diarra » et « Nyeta ». Les perturbations engendrées par ces changements, n'ont pas permis la prise en charge optimale de la gestion des aspects fiduciaires du Programme. A cet égard, sur recommandation de la mission de supervision d'octobre 2012 et dans le cadre d'un contrat d'appui au Programme, il a fallu encore faire appel à l'appui de la Comptable du PMR, pour rendre disponibles les situations nécessaires à la présente revue.

67. A environ quatre mois de la date d'achèvement, les principales préoccupations concernent: i) la gestion des comptes spéciaux du FIDA et du FEM et l'apurement des écarts de reconstitution ; ii) la prise en charge des DRF/FIDA en instance de paiement y compris celles pour lesquelles les catégories sont en dépassement et dont le règlement reste assujéti à une réallocation des ressources; iii) le paiement des dettes et la prise en charge des engagements réels; iv) le recouvrement des avances initiales des comptes spéciaux.

68. En ce qui concerne l'arrêté des comptes 2012, compte tenu des redressements nécessaires à opérer sur les états financiers de 2011 mis en évidence par la Comptable, il sera difficile de respecter l'échéance de leur transmission au FIDA du 31/03/13. Le Programme devra tirer profit du mois d'avril pour assurer la finalisation correcte de l'arrêté comptable avec l'assistance de la Comptable du PMR.

69. L'inventaire de clôture des comptes a été réalisé en décembre 2012. Le tableau de recensement physique des immobilisations est disponible et il reste à établir le rapport d'inventaire qui prend en compte notamment le rapprochement physique/comptable. Par ailleurs, sur les cinq véhicules du Programme (dont un au ministère de l'environnement), deux sont en circulation avec une couverture d'assurance à crédit de trois mois échéant le 30/04/13. IL s'y ajoute une situation d'entretien très préoccupante.

70. En matière de système de gestion, le Programme n'a pas utilisé toutes les fonctionnalités du logiciel TOMPRO, notamment la génération automatique des DRF/DPD. Par ailleurs, le module «états financiers» a toujours nécessité l'appui de l'expert TOMPRO pour le faire fonctionner correctement et, cela reste valable pour l'arrêté comptable 2012.

71. Pour la gestion du personnel, l'effectif actuel du Programme est de 15 agents permanents (dont 4 conducteurs de pinasse et 02 animateurs principaux) et 04 prestataires de services. Les contrats de travail des animateurs-prestataires de services vont arriver à échéance le 31/03/13 et ne seront pas renouvelés. Il y a donc lieu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour apurer leurs comptes (salaires du mois de mars et droits pour les conducteurs de pinasse, honoraires des mois de janvier à mars pour les prestataires).

72. Il en sera de même le 31/05/13, pour les deux (02) animateurs principaux; le 30/06/13 pour 02 chauffeurs, le Chargé de la GRN, le GR. Il ne restera alors que l'équipe restreinte chargée de la clôture du Programme (Coordonnateur, Comptable, RSE, Secrétaire, 2 Chauffeurs et 4 conducteurs de pinasse). Un montant provisoire de 15 655 778 FCFA (Quinze millions six cent cinquante-sept mille sept cent soixante-dix-huit FCFA) a été provisionné pour l'ensemble des droits dont 5 855 875 FCFA, au 31/03/13 ; 4 422 520 FCFA, au 30/06/13 ; 6 377 383 FCFA, au 31/01/14. La mission est d'avis qu'il sera nécessaire de valider le calcul des indemnités et droits avec l'inspection régionale du travail de Mopti.

Gestion financière

73. Programme de Travail et Budget Annuels 2012. Les prévisions de 2012 se chiffrent à 1 496 764 000 FCFA dont FIDA/ 584 668 000 FCFA (39,06%) ; FEM/849 670 000 FCFA (56,77%) ; ETAT/39 607 000 FCFA (2,65%) ; et Bénéficiaires /22 819 000 FCFA (1,52%). Les réalisations y relatives sont de : FIDA/292 189 217 FCFA (49,98%) ; FEM 520 277 238 FCFA (61,23%) ; ETAT/99 119 705 FCFA (250,26%) et les Bénéficiaires /14 857 054 FCFA (65,11%) ; ce qui donne un taux d'exécution global de 61,90%. Le taux d'exécution exceptionnel de la part de l'Etat est essentiellement due à une sous-estimation des prévisions qui n'ont pas pris en compte notamment les taxes de façon exhaustive. Les taux d'exécution par composante sont de : composante I/71,52% ; composante II/0,00% (Activités SFD transférées au PMR), composante III/53,06% et composante IV (105,05%).

74. Programme de Travail et Budget Annuels 2013. La première version du PTBA de 2013 a été envoyée au FIDA en décembre 2012 et approuvée par le Comité de Pilotage le 18/01/13. Par la suite, le 08/02/13, le FIDA a demandé de reprendre ce PTBA sur une période d'exécution de quatre (04) mois. La nouvelle version, actuellement en étude au FIDA, est de 990 948 000 FCFA dont FIDA/206 076 000 (20,80%) ; FEM/678 134 000 FCFA (68,43%) ; ETAT/95 383 000 FCFA (9,62%) ; et les bénéficiaires/11 353 000(1,15%). La mission est d'avis qu'avec les préoccupations actuelles liées à la suspension et à la tension de trésorerie du Programme, il est difficile d'envisager l'exécution correcte de ce PTBA.

Décaissements. Toutes les situations ont été arrêtées au 28/02/2013.

75. Obligations financières des bailleurs. Le coût total du Programme est de 36 088 000 USD dont 21 949 000 USD/Prêt FIDA (60,80%) ; 5 259 000 USD/Etat (14,60%) ; 6 000 000 USD/FEM (16,60%) et 2 880 000 USD/Bénéficiaires (8%). Au 28/02/2013, les décaissements relatifs aux obligations financières des bailleurs totalisent un montant de 31 384 230 USD à savoir : 21 680 680 USD/Prêt FIDA (98,78%) ; 5 109 930 USD/Etat (97,17%) ; 3 779 530 USD/Don FEM (62,99%) et 814 090 USD/Bénéficiaires (28,27%). En ce qui concerne les composantes, les taux de réalisation par bailleur sont de : composante I/84,07% ; composante II/207,84% ; composante III/37,08% et composante IV/71,37%.

76. Mobilisation des ressources/Prêt FIDA. Les décaissements réels effectués à la DRF 81 sont de 14 974 530,35 DTS, pour une dotation globale de 15 650 000 DTS, soit un taux de décaissement

réel de 95,68%. La DRF N° 82 pour un montant de 148 024 010 FCFA/193 078,37 DTS, transmise au FIDA le 17/12/12, est en instance de traitement. IL est rappelé que les DRF N° 80/80 342 972 FCFA (catégorie 19 /42 946 550 FCFA ; catégorie 21/37 396 422 FCFA) et N° 81/ 35 410 700 FCFA (catégorie 21) n'ont pas été encore payées par le FIDA en raison des dépassements de catégorie. La DRF N° 83 n'atteignant pas encore le seuil est en préparation pour un montant provisoire 62 727 146 FCFA. En tout état de cause, en tenant compte des DRF (82 et 83) et les éléments rejetés sur les DRF 80 et 81, le taux de décaissement prévisionnel sera de 98,35%.

77. Mobilisation des ressources/Don FEM. Les décaissements réels effectués à la DRF N° 20 sont de 3 779 531,33 USD, pour une dotation globale de 6 000 000 USD, soit un taux de décaissement réel de 62,99%. La DRF 21 pour un montant de 278 469 300 FCFA/560 752,84 USD, transmise au FIDA le 17/12/12, est en instance de traitement. IL est rappelé que sur la DRF N° 18 un montant de 20 770 976 FCFA/41 826,45 USD n'a pas été encore payé par le FIDA en raison des dépassements de catégorie VI. La DRF N° 22 pour les dépenses du 1^{er} novembre 2012 au 28 février 2013 est en préparation pour un montant provisoire 128 967 336 FCFA/216 155,71 USD. En tout état de cause, en tenant compte de ces DRF (18 ; 21 et 22), le taux de décaissement prévisionnel sera de 76,64%.

78. Compte Spécial/Prêt FIDA. Le rapprochement du compte met en évidence un montant reconstitué de 329 401 157 FCFA pour une l'avance initiale de 311 966 927 FCFA d'où un écart de 17 434 230 FCFA en plus sur le compte. Cet écart est constitué d'éléments suivants : (i) Ecarts sur DRF résultant des pourcentages de financement (catégorie 19 et 24) soit - 4 890 669 F CFA ; (ii) Dix (10) Chèques en circulation de novembre 2012 (11 546 603 FCFA) ; (iii) Régularisation Achat Moto à effectuer par le Don FEM non payé sur DRF 79 (- 4 480 000 F CFA) ; (iv) Préfinancement FRAO (Viré par la FRAO et payé par le FIDA sur la DRF 78 (1 362 867 F CFA) ; (v) Transfert de fonds FIDA vers le compte Spécial FEM pour exécuter des activités FEM (- 86 811 200 F CFA) ; (vi) Préfinancement CDP (Paiement par la CDP) et payé par le FIDA sur la DRF 79 (700 000 F CFA) ; (vii) Trop Payé sur DRF 77 bis et 78 (Payé par le FIDA et payé par le PMR/DPD N°3 (99 951 629 F CFA), et (viii) Versement d'un bénéficiaire sur le copte spécial en lieu et place du compte du bénéficiaires (55 000 F CFA).

79. Compte tenu de l'importance des régularisations à opérer, il est urgent de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'apurement des écarts constatés et la mission est d'avis que cette opération va nécessiter l'appui de la comptable du PMR pour faciliter l'analyse d'antériorité. Le disponible en banque/caisse est de 3 344 586 FCFA ; les dépenses effectuées en cours de soumission de 62 727 146 FCFA, les dépenses demandées pas encore créditées au compte de 263 777 682 FCFA. Il est relevé un montant de 448 257 FCFA d'intérêts créditeurs dans le compte.

80. Compte Spécial/Don FEM. Le rapprochement du compte met en évidence un montant rapproché de 458 802 838 FCFA pour une l'avance initiale de 400 000 000 FCFA d'où un écart de 58 802 838 FCFA en plus sur le compte, constitué des éléments comme suit : (i) Ecarts de remboursement (catégorie VI) soit -18 113 668 F CFA ; (ii) Transfert de fonds reçu FIDA sur le compte FEM pour exécuter des acticités FEM (86 811 200 F CA) ; (iii) Deux Chèques en circulation (Mars 2012 et janvier 2013) soit 543 480 F CFA ; (iv) Utilisation des fonds/bénéficiaires pour exécuter les activités du don (6 975 150 F CFA) ; (v) Retrait des impôts (prélèvement d'une pénalité d'impôt sur le compte Spécial don à régulariser par la contrepartie) soit -17 413 324 F CFA.

81. L'observation faite au niveau de la reconstitution du prêt FIDA reste valable pour le don FEM. Le disponible en banque/caisse est de 9 816 398 FCFA ; les dépenses effectuées en cours de soumission de 152 102 708 FCFA, les dépenses demandées pas encore créditées au compte de 299 240 276 FCFA. Il est relevé un montant de 2 356 544 FCFA d'intérêts créditeurs dans le compte.

82. Situation de trésorerie. Au 28/02/2013 les ressources totales disponibles, tous bailleurs confondus (FIDA/FEM/ETAT/Bénéficiaires), sont de 15 929 161 FCFA dont 3 344 586 FCFA/FIDA, 9 816 398 FCFA/FEM ; (-27 889 FCFA/Etat et 2 796 066 FCFA/Bénéficiaires. A court terme avec l'hypothèse d'un paiement des DRF en instance au FIDA, N° 80, 81 (éléments rejetés), 82/FIDA et 18 (élément rejeté), 21/FEM il est espéré, après régularisation des préfinancements, une trésorerie de 608 947 119 FCFA (compte non tenu de la récupération des avances initiales des comptes spéciaux), dont 353 933 468/FIDA ; 239 658 798/FEM ; 12 558 787 FCFA/ETAT et 2 796 066 FCFA/Bénéficiaires.

83. Dettes et engagements. La mission a passé en revue la situation provisoire des dettes et engagements qui met en évidence des montants de 82 004 553 FCFA de factures reçues non encore

payées y compris les droits du personnel partant au 31/03/13 et de 374 894 653 FCFA d'engagements à date dont : 233 260 190 FCFA/FIDA et 141 544 463 FCFA/FEM. Ladite situation a été expressément revue dans le cadre de l'arrêté comptable 2012, en tenant compte des retenues de garanties, des contrats pour lesquels les travaux ont démarré depuis 2012 ainsi que des contrats qui n'ont pas connu un début d'exécution. Compte tenu des problèmes de trésorerie et de la proximité de la date d'achèvement du Programme, 22 contrats d'un montant d'environ 110 millions FCFA ont été annulés.

84. Recouvrement des avances initiales. Dans une situation marquée par une forte tension de trésorerie (fonds de roulement relativement insignifiant) et par un PTBA 2013 révisé mais non encore approuvé, le tout assorti d'une période de suspension, la mission ne dispose pas d'éléments suffisants et fiables pour élaborer des plans de recouvrement réalistes des avances FIDA/FEM. En effet, la faisabilité de ces plans repose sur la capacité du Programme à réaliser des activités programmées, à procéder aux règlements et à soumettre les DRF y relatives sur lesquelles des prélèvements sont opérés au titre des recouvrements.

85. Pour mémoire, le taux de décaissement prévisionnel (y compris les DRF en instance au FIDA et la DRF 83 en préparation au Programme), sera de 98,35%/FIDA, avec un montant résiduel du prêt d'environ 257 676,58 DTS, auquel s'ajoute le montant de 133 159,09 DTS correspondant à la régularisation des DRF 77bis et 78 (Cf. revue fiduciaire octobre 2012). Le solde résiduel corrigé du compte du prêt sera de 390 835,67 DTS à comparer au montant du compte spécial FIDA à récupérer de 394 167,06 DTS. Ainsi, il est urgent de procéder aux retenues nécessaires sur les DRF en instances. En ce qui concerne le FEM, en tenant compte des DRF en instance au FIDA et la DRF 22 en préparation au Programme comprises, le taux de décaissement prévisionnel sera de 76,64 % pour un solde résiduel du compte don de 1 401 733,67 USD, à comparer au montant de l'avance à récupérer de 850 357,78 USD.

Financement de contrepartie

86. Le montant total de la contrepartie budgétisé de 2008 à 2013 (Phase 3) est de 471 902 000 FCFA dont 210 438 000 FCFA/BSI et 261 464 000 FCFA/taxes. Les réalisations effectuées sont de 554 860 882 FCFA dont 123 208 000 FCFA/BSI et 431 652 882 FCFA/taxes, soit un taux exécution global de 117,58% et des taux de réalisation de 58,55%/BSI et 165,09%/Taxes.

87. La mission a relevé que le BSI de 2012 n'est pas encore payé. Elle a également noté qu'un montant de 30 000 000 FCFA est prévu pour l'année 2013. Le montant total des réalisations (Phase 1+2+3) de 2 481 639 120 FCFA/5 109 933 USD, rapporté aux engagements de l'Etat en matière de contrepartie sur la durée du Programme (5 259 000 USD), donne un taux d'exécution de 97,17%.

Contribution des bénéficiaires

88. La contribution mobilisée par les bénéficiaires à travers la mise à œuvre du Programme est de 395 363 008 FCFA soit environ 814 090 USD. Ce montant rapporté aux engagements des bénéficiaires sur la durée du Programme (2 880 000 USD) donne un taux d'exécution de 28,27%. Le niveau relativement faible de la contribution des bénéficiaires procède entre autre d'une prise en charge insuffisante de la contribution des bénéficiaires au cours de la mise en œuvre du Programme (phases actuelle et antérieures) notamment en ce qui concerne la valorisation de la partie en nature.

Conformité avec les dispositions de l'Accord de prêt.

89. Passation des marchés/contractualisation. En l'absence d'un RAF, le registre des contrats ainsi que le tableau de l'exécution financière et physique ne sont pas disponibles. Néanmoins, les engagements sont retracés à travers un tableau de suivi des engagements qui est à jour. Dans la mesure où la mission s'est déroulée à Bamako, hors du siège du Programme, elle n'a pas pu accéder aux éléments constitutifs des dossiers de passation des marchés. Cependant, elle a expressément invité le Programme à s'assurer à une bonne organisation du classement de ces dossiers en regroupant de façon exhaustive tous les éléments devant assurer leur auditableté (DAO, Avis appel d'offres, PV de sélection, non objection, contrat/convention, ordre de service, bon de commande, copie facture certifiée, PV de réception, PV de validation/rapport, fiche de suivi du contrat, copie règlement etc.).

90. Revue des ECD. La revue des ECD a été effectuée sur les DRF 81/FIDA (77 pièces des catégories 19, 20 et 23) et 19/FEM (145 pièces des catégories 4,5, et 6). D'une manière générale, les ECD, passées en revue hors du siège, présentent des insuffisances en matière de supports de justification notamment: demandes d'achat, bons de commande, certification du service fait, bons de livraison, bulletins de salaires émargés etc. La mission insiste sur la régularisation des situations concernées avant l'audit des comptes 2012.

Comptabilité et audit

91. Comptabilité. Toutes les écritures relatives à la comptabilité de 2012 ont été saisies et vont faire l'objet d'une revue/ validation avec la Comptable du PMR et l'Expert TOMPRO. La réalisation de cette activité permettra de produire les états comptables et financiers du Programme. La transmission de ces états au FIDA sera décalée par rapport à l'échéance pour permettre à la Comptable du PMR de respecter ses obligations. Les rapprochements bancaires des sept (07) comptes du Programme (02 CS/FIDA/FEM, 02 comptes d'avance/FIDA/FEM, 01/contrepartie, 01/Bénéficiaires et 01/ intérêt), ont été rendus disponibles. Il est relevé douze (12) écritures en suspens dont trois (03) à plus de 90 jours. La gestion de la caisse de menues dépense (plafond de 200 000 FCFA et dépense maximale unitaire de 50 000 FCFA), présente des insuffisances en matière de tenue de brouillard et de contrôle des opérations.

92. Audit. La recommandation relative à l'apurement des suspens reste encore actuelle. En effet, la présente mission a mis en évidence un certain nombre d'écritures à régulariser avant la date d'achèvement. Par ailleurs, en ce qui concerne les comptes de 2012, le dossier d'appel d'offre provisoire pour le recrutement de l'auditeur est en étude au FIDA. Le Programme espère réaliser l'audit des comptes en fin mai début juin.

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues
Finaliser le rapport d'inventaire des immobilisations au 31/12/12 intégrant le rapprochement physique/comptable	Coordonnateur/Comptable	31/03/13
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour valider les indemnités et les droits du personnel et procéder à leur apurement aux échéances prévues. Faire de même pour les retards d'honoraire des prestataires.	Coordonnateur/Comptable	Pour mémoire
Statuer sur le règlement des DRF 82, 80, 81/FIDA et DRF 18, 21/FEM en tenant compte de l'urgence de la récupération des avances initiales et dans un contexte de forte tension de trésorerie au niveau du Programme.	FIDA	15/04/13
Finaliser rapidement les DRF 83/FIDA et 22/FEM et les transmettre au FIDA	Coordonnateur/Comptable	15/04/13
Prendre toutes les dispositions utiles à apurement des écarts constatés sur les reconstitutions de comptes spéciaux FIDA/FEM	Coordonnateur/Comptable/Comptable-PMR	30/04/13
Assurer un suivi rapproché pour le recouvrement du BSI de 2012 et la mise à disposition du BSI de 2013.	Coordonnateur	Pour mémoire
S'assurer de la bonne organisation des dossiers de passation des marchés ainsi que ceux relatifs aux ECD en regroupant de façon exhaustive tous les éléments devant assurer leur auditabilité	Coordonnateur/Comptable	31/03/13
Assurer la revue validation de la comptabilité 2012 avec la comptable du PMR, finaliser et transmettre les états financiers au FIDA, avant la nouvelle échéance.	Coordonnateur/Comptable/Comptable-PMR	30/04/13
Traiter les trois écritures de plus de quatre-vingt-dix (90) jours figurant sur les rapprochements	Coordonnateur/Comptable	15/04/13

bancaires des comptes d'avances FIDA/FEM		
Finaliser le processus de recrutement de l'auditeur sur la base de TDR approuvé et transmettre le rapport d'audit des comptes 2012, avant l'échéance	Coordonnateur/Comptable	30/06/13

F. Durabilité

93. La dernière mission de supervision avait fait des recommandations importantes dans la perspective de l'après projet, en vue de consolider les acquis et capitaliser les éléments de durabilité du projet. Malheureusement ces recommandations n'ont pas été mises en œuvre. Il importe à présent de réaliser l'atelier sur le désengagement dans le temps qui reste imparti au FODESA.

94. Pour aller de l'avant, la mission a rencontré le Directeur National des Eaux et Forêts et son adjoint en vue de discuter des activités menées dans le cadre de la convention établie avec le FODESA et des perspectives pour la continuation des activités. Il a été relevé que le FODESA a réalisé en collaboration avec la Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF), plusieurs activités dont les impacts sont déjà visibles. Il n'en demeure pas moins que plusieurs autres actions, telles que le Système d'Information Environnemental du Delta (SIED), les mises en défens, les conventions de gestion des forêts, les périmètres de reboisement, restent encore fragiles.

95. Les échanges ont aussi permis d'identifier des programmes en cours d'exécution, notamment le Programme de Développement Durable du Delta Intérieur du Niger (PDDIN) et l'ECODEL (Etude sur la Conservation du Delta Central du Niger, à travers l'utilisation rationnelle des ressources naturelles dans le Cercle de Mopti). Ces 2 initiatives peuvent servir de point d'ancrage des actions du FODESA devant être consolidées, ou servir de tremplin pour la formulation de nouveaux projets sur la base des acquis et des innovations que le FODESA a développés.

96. Le PDD-DIN vise à : «Construire et développer une Vision partagée autour des priorités de lutte contre la pauvreté et du développement durable dans le Delta Intérieur du Niger». Il est conçu comme un cadre fédérateur de planification et de soutien aux projets et programmes nationaux et régionaux développés par les structures étatiques et les Collectivités Territoriales, mais aussi un cadre de prise en compte des divers projets et programmes intervenant dans le Delta.

97. Le PDD-DIN a démarré par la mise en œuvre d'une phase appelée Programme prioritaire d'investissement pour une durée de 03 ans (2011- 2013). A cette phase succédera, une autre dite de moyen terme (2014-2020) pour la diffusion des innovations. Les composantes du PDD-DIN sont convergentes avec celles du FODESA, ce qui devrait faciliter l'insertion des acquis du projet. Le PDD-DIN sera financé par le Gouvernement malien, la coopération Suédoise et Néerlandaise et d'autres partenaires à identifier.

98. En ce qui concerne, l'ECODEL, elle est financée par l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) pour la période 2010-2014. Son objectif est de promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources naturelles par les utilisateurs locaux afin de conserver l'écosystème du site Ramsar du Delta Intérieur du Niger. L'Etude vise plus spécifiquement l'élaboration d'un schéma directeur (SD) et un plan d'action (PA), ainsi que le transfert de technologies permettant le renforcement des capacités des homologues maliens et des populations bénéficiaires. A l'issue des études diagnostiques, 12 projets pilotes, dont la protection biologique des berges, l'aménagement des ressources forestières, la récupération des terres dénudées seront financés.

99. La mission recommande que le FODESA et ses tutelles organisent une rencontre avec le comité de pilotage du PDD-DIN, afin de discuter de la poursuite de certaines activités du FODESA, en particulier celles financées sur le fonds du FEM. En outre, il est recommandé au FODESA d'inviter les responsables en charge des 2 initiatives à l'atelier de désengagement afin de partager les acquis déjà capitalisés et identifier les portes d'entrée dans les projets pilotes en cours de maturation.

100. Au plan institutionnel, la fragilité de l'ARM et sa capacité à assurer la continuité des activités avaient été analysées lors de la mission de supervision d'octobre 2012. Quelques mesures assorties

de recommandations avaient également été proposées. En revenant sur certaines de ces mesures, la mission a eu des échanges avec la CNOP, afin de déterminer la possibilité de mener des actions de renforcement des capacités et de structuration de l'ARM. L'approche préconisée par la CNOP est de mettre en place un cadre de coordination régionale dans lequel les faîtières déjà créées par le truchement du FODESA seront intégrées. En effet, la CNOP, estime que la structuration actuelle de l'ARM ne peut pas lui permettre d'être considérée comme une OP faîtière à part entière.

101. La mission propose donc de reconduire la recommandation relative à l'ARM et de confier un mandat spécifique à la CNOP, pour mener à bien la mise en place de ce cadre de coordination régionale. Son intervention pourrait éventuellement se poursuivre dans le cadre du PAPAM qui a programmé un appui à la CNOP.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser une rencontre avec les responsables du PDD-DIN et de l'ECODEL, en vue de discuter de la possibilité de s'insérer dans leur schéma de financement	FODESA/FDA/Tutelles	Avant la fin du projet
Préparer les supports de capitalisation en prévision de l'atelier de désengagement et convier les acteurs clés, y compris les gestionnaires du PDD-DIN et de l'ECODEL	FODESA/partenaires	Avant la fin du mois de juin 2013
Appuyer la CNOP pour la structuration de l'ARM et son ancrage dans le dispositif institutionnel et organisationnel de la Région	FODESA/ARM/CNOP	Dès à présent

G. Conclusion

102. Le FODESA malgré des conditions difficiles, et un programme de travail ambitieux conçu en 2012 a atteint un taux de décaissement supérieur à 60%. Depuis son origine, la mise en œuvre des activités programmées a permis d'enregistrer des résultats importants dans la régénération des bourgoutières, la réalisation des infrastructures sociocommunitaires, l'éducation et la formation des bénéficiaires et des décideurs. Le FODESA a également mis au point des approches sociales et institutionnelles, de renforcement des capacités, associant les différents acteurs en les mettant en relation pour mener des activités de développement et d'aménagement de leurs terroirs.

103. Le FODESA a entamé le processus de capitalisation de ces résultats et de ces approches afin de leur permettre de continuer à produire des effets et de faciliter leur prise en compte à travers d'autres acteurs et d'autres initiatives de développement au-delà du programme. Il est important que les tutelles du programme s'impliquent dans la recherche de solutions pour que les approches de développement local soient intégrées dans les stratégies nationales de développement durable. Dans cet esprit, il est urgent que soit élaborée, de manière participative avec les différents acteurs et partenaires du programme, la stratégie de désengagement du programme.

104. Pour ce qui est des perspectives de l'après-projet, des programmes en cours identifiés par la mission de supervision, pourraient servir de relais à certaines activités du FODESA. Aussi est-il important dès à présent d'entamer les discussions avec les structures décisionnelles de ces programmes (PDD-DIN, ECODEL) sous l'égide du Gouvernement malien en vue de prospecter les possibilités de collaboration et de partenariat.

105. Le PTBA 2013 élaboré en début d'année a été perturbé par l'invasion du centre du pays par les forces rebelles en janvier et ensuite par la suspension du portefeuille du Mali par le FIDA sanction financière à partir du 17 janvier 2013. La levée de la sanction est espérée prochainement suite à l'approbation par le Conseil d'Administration du FIDA du rééchelonnement de la dette malienne. Les derniers mois du programme devront être consacrés à la finalisation des actions en cours et à la réalisation des derniers engagements au travers d'un PTBA révisé sur la base des recommandations de cette mission de supervision, et à soumettre début mai à la tutelle et au FIDA pour Non Objection.

106. Il sera aussi indispensable que les efforts fournis dans les derniers mois pour redresser la gestion du programme soient maintenus afin de faciliter l'achèvement et la clôture du FODESA. Dans ce cadre, des contacts doivent être pris immédiatement par le FODESA et la CNPPF avec les responsables du PMR pour une mise à disposition de la comptable de ce projet.

107. Selon les termes de l'accord de financement, le Gouvernement malien s'est engagé à établir un rapport d'achèvement du projet pour regrouper les principales leçons tirées du FODESA. Ce rapport doit être préparé dans les 6 mois suivant l'achèvement du projet et des dispositions doivent être prises dès maintenant pour faciliter la préparation de ce rapport. Le FIDA renouvelle sa disponibilité à apporter son appui pour préparer ce travail.

108. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Mali approuvent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du FODESA et notes

A. Faits essentiels

Pays	Mali	No. du projet	1089	No. du prêt/don	488
Projet	Programme Fonds de Développement en Zone Sahélienne (FODESA)			Prêt/don suppl.	
Date de mise à jour:	25/03/2013	Dernière supervision Revue à mi-parcours	1/11/2012 au 12/11/2012	Conditions de financement	HC
Inst. Responsable de la supervision	IFAD Pilot	Nbre de supervisions	16		
					Millions USD % Taux de décaissement
Approbation	02-Dec-98	Qualité et entrée des avis		Coût total	37.83 86.27
Accord Prêt FIDA	19-Fév-99	Délai d'entrée en vigueur	10.5	Prêt du FIDA	21.95 95,75
Entrée en vigueur	14-Oct-99	Programme à problème		Don suppl.	
Examen à mi-parcours	18/4/2011			Don du FIDA	
Date d'achèvement prévue	31-juil.-13	Dernier amendement	20-Juil.-12	Contrepartie Gouvernementale	9.88 89,43
Clôture	31-janv.-14	Dernier audit	Juin-2011	Cofinancement	6.00 46,37
Nbre de prolongations	2			Co-financeurs	
				GEF	6.00

B. Notes concernant l'exécution du projet.

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	3	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Taux de décaissement	4	4	2. Exécution du S&E	4	4
3. Contrepartie	3	3	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	4
4. Conformité à l'accord de prêt	3	4	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	5	5
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	5	5
6. Qualité et ponctualité des audits	3	3	6. Efficacité du ciblage	5	5
			7. Innovation et leçons apprises	5	5

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Renforcement des capacités	5	5	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. services financiers décentralisés	-	-	2. Autonomisation	4	4
3. Appui au développement local et gestion durable	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	5	5
			4. Adaptabilité des prestataires de services	5	5
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplcation à plus grande échelle	5	5

B1. Aspects fiduciaires :

1. Qualité de la gestion financière : 4, Des dispositions prises ont permis de rendre disponibles des informations nécessaires à la prise en charge des aspects fiduciaires. Ainsi, la signature d'un contrat d'appui avec la comptable du PMR a permis de rendre disponible faire la situation des comptes (FIDA, FEM et de la contrepartie), des écarts constatés sur les DRFs et la situation des trop ou moins payés les comptes FIDA et FEM. Le système de contrôle interne est faible.
2. Taux de décaissement : la note 4 est maintenue.
3. Contrepartie : la note 3 est maintenue. Le taux de réalisation est 58.55% le pour BSI. Du fait de la crise socio-politique dans le pays, le BSI de 2012 n'est payé et ce sera certainement le cas pour les prévisions du BSI de 2013.

4. Conformité à l'accord de prêt FIDA: 4. Les problèmes de gestion financière décelés sont pris en charge avec l'appui et le suivi apporté par la comptable du PMR.
5. Conformités aux règles de passation des marchés. La note est maintenue à 4. Les engagements sont retracés à travers un tableau de suivi des engagements est jour.
6. Qualité et ponctualité des audits : 3. L'audit 2011 est arrivé au FIDA avant les délais. Cependant des insuffisances dans le travail de l'auditeur ont été notées et le FIDA a recommandé que le cabinet soit remplacé pour l'audit 2012 pour assurer un audit plus approfondi (normes de comptabilité, rapprochement des comptes spéciaux, analyse des écarts, réalisation de PPM, états financiers et contrôle interne). En outre les recommandations des années précédentes n'ont pas été mises en œuvre. Le DAO pour le recrutement de l'auditeur est en cours d'examen. La réalisation de l'audit positionnée pour fin mai début juin.

B2. Etat d'avancement de l'exécution du projet

1. Qualité de la gestion du projet : la note 4 est maintenue. Des efforts sont faits pour être conforme au manuel des procédures administratives et financières approuvé par le FIDA. Pour le personnel : les 6 animateurs de sites ont reçu leur préavis de licenciement en début mars ; le chargé de GRN, le Chargé de GR et 2 chauffeurs ont reçu leur préavis de licenciement le 1^{er} avril ; le Coordonnateur, le Chargé de Suivi et évaluation, le Comptable, le Secrétaire, 2 Chauffeurs et les 4 conducteurs de pinasses sont les seuls à continuer jusqu'en janvier 2014. Le budget est élaboré chaque année et le comité de pilotage se réunit régulièrement pour l'approbation du budget.
2. Exécution du S&E : la note 4 est maintenue. Le système de suivi et évaluation est mis en place. Les données sont correctement enregistrées. Des efforts sont faits pour le suivi du système de suivi évaluation. Des fiches d'identification des microprojets ont été élaborées avec l'appui du Chargé de Suivi évaluation de la CNPPF. Des tdrs ont été élaborés pour l'enquête de satisfaction des bénéficiaires qui sera réalisé courant 2013 sur demande du FIDA.
3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution : 4, La mise en œuvre des activités se déroulent conformément au PTBA. Les activités sont réalisées à la demande. Malgré la crise le taux d'exécution physique pondéré du PTBA 2012 a pu atteindre les 50%. Le taux d'exécution moyen des PTBA est 57.33%.
4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes : la note 5 est maintenue, Le projet tient compte de l'équité hommes-femmes dans l'octroi des microprojets. Les sensibilisations se font à l'endroit des hommes et des femmes ainsi que des jeunes. Ainsi en 2012 sur un total de 33 microprojets productifs, 18 reviennent aux femmes, soit un taux de 54,55%.
5. Lutte contre la pauvreté : la note 5 est maintenue, Les microprojets sont des demandes des groupes cibles avec l'appui des animateurs de site et des services techniques locaux. Des microprojets productifs tels que des périmètres maraîchers, des bassins piscicoles, des régénérations de bourgoutières, des parcs de vaccination, etc., ont été réalisés pour des ruraux pauvres.
6. Efficacité du ciblage : la note 5 est maintenue. Des animateurs sont recrutés et mènent des séances d'IEC dans tous les villages cibles accessibles. Les hommes, les femmes et les jeunes sont touchés par les séances d'IEC. Des demandes de microprojets sont réceptionnées de tous les groupes.
7. Innovation et leçons apprises : la note 5 est maintenue. Les innovations sur l'initiation de 70 femmes pêcheurs à l'utilisation du four Chorkor ; la régénération des bourgoutières ; la dotation de deux groupements maraîchers en pompe solaire et leur formation à son utilisation, la formation de 15 maçons en construction des fours chorkor ; la capitalisation sur l'expérience du FODESA en aménagement, gestion et pérennisation des plantations villageoises ; une fiche de capitalisation sur l'aménagement et l'exploitation des bourgoutières dans le delta intérieur a été élaborée avec l'appui de l'IED et sera diffusée très prochainement dans la revue AGRIDAPE.

B3. Produits et réalisations

1. Renforcement des capacités : la note 5 est maintenue. La majorité des activités programmées sont réalisées à 100%.
2. Services financiers décentralisés. Transféré au PMR.
3. Appui au développement local et gestion durable : la note 4 est maintenue. Ralentissement dans l'exécution des activités du fait des difficultés sécuritaires, même si des activités phares telles que la régénération des bourgoutières, la restauration des sols, dépassent largement les prévisions.
4. Coordination, Gestion et Suivi-évaluation : la note 4 est maintenue. Le taux d'exécution technique pondéré de la composante est de 58%.

B4. Durabilité

1. Renforcement des institutions (Organisations, etc.) : la note 4 est maintenue. Les organisations de bases et le conseil d'administration de l'AR-M ont vu leurs capacités renforcés par des séries de formations et des visites d'échanges d'expériences. Des comités de gestions sont mis en place pour chaque microprojet financé. L'adhésion de nouveaux membres ; la mise en place de cotisation pour la pérennisation des microprojets.

2. Autonomisation : la note 4 est maintenue. Les membres comités de gestion des microprojets sont alphabétisés et formés en gestion. Les animateurs de sites et les services techniques apportent des appuis-conseils aux bénéficiaires.
3. Qualité de la participation des bénéficiaires : la note 5 est maintenue. Les bénéficiaires participent physiquement et financièrement à la réalisation des microprojets. Les demandes sont faites par eux.
4. Adaptabilité des prestataires de services : la note 5 est maintenue. Les activités sont réalisées sous la maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales ou des OP. Les bénéficiaires ont la latitude de choisir leurs prestataires de services.
5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité) : la note 4 est maintenue: les différents acteurs sont sensibilisés par rapport à la stratégie de désengagement. Les tdrs ont été élaborés et sont en cours d'examen.
6. Possibilité de réplcation à plus grande échelle : la note 5 est maintenue 5. Les FODESA a obtenu des résultats qui méritent d'être capitaliser et répliquer.

C. Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C. 1 Actifs physiques/financiers	4	4
C. 2 Sécurité alimentaire	4	4
C. 3 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

En attendant l'étude SYGRI prévue en 2013, les notes précédentes ont été maintenues.

C.4 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

C4. Probabilité de réalisation des objectifs de développement

Le projet avait pris des dispositions fin 2011 pour accélérer les décaissements. En particulier, une prolongation d'un an, un PTBA ambitieux pour 2012, un doublement de la caisse d'avance du FEM devait faciliter l'atteinte des objectifs de développement du projet. Finalement, les difficultés rencontrées en 2012 n'ont pas permis de réaliser le PTBA à plus des deux tiers. Au terme de la précédente mission des dispositions ont été prises pour finaliser les actions en cours et celles relatives à la consolidation et à la capitalisation des acquis ainsi que la réalisation de la stratégie de désengagement du programme. Mais en début de janvier 2013, l'attaque de la ville de Konna a plongé l'ensemble du pays dans une situation de guerre, obligeant même le FODESA à quitter sa zone d'intervention.

Dans ces conditions, la probabilité de réaliser l'ensemble des objectifs de développement s'est amenuisée sur la composante FEM. Par contre, sur la composante FIDA, la probabilité d'atteinte des objectifs est plus forte.

C.5 Risques : Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires : Il a été relevé lors de la supervision précédente un risque fiduciaire important dans le système de gestion financière du Projet du fait de l'absence d'une équipe de qualité depuis plusieurs années. Grâce à l'appui efficace de la comptable du PMR et à la qualité des supervisions, la situation s'est améliorée. Mais elle reste fragile. Le risque vient aussi de la sanction financière qui interdit tout nouveau financement au projet depuis le 17 janvier, ce qui risque de rendre difficile la régularisation de la situation.

Mise en œuvre du projet : comme redouté lors de la supervision précédente, une extension du conflit vers le sud du pays a entravé la mise en œuvre du projet. Le risque est que la sanction financière entraînant un manque de trésorerie empêche la finalisation des actions engagées en faveur des populations locales.

Résultats et impacts : Cette extension du conflit a entraîné un ralentissement dans l'atteinte des objectifs du projet mais les acquis du programme n'ont pas été en danger. La sanction financière si elle n'est pas levée pourrait amoindrir les résultats du programme.

Durabilité : Le fort ancrage institutionnel du projet est garant d'une certaine durabilité des actions initiées par le projet. Toutefois, la non-élaboration d'une stratégie de désengagement concertée risque de mettre à mal la poursuite des activités après le retrait du FODESA.

Suivi proposé Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Gestion du projet	Appui PMR	Dès que possible	
Manque de trésorerie	Préparer des DRF à présenter dès que la sanction sera levée	immédiat	
Désengagement	Préparer une stratégie de désengagement avec les acteurs et les partenaires du FODESA	immédiat	

Appendice 2: Cadre logique actualisé en indiquant l'avancement des activités au regard des objectifs et des résultats au 15 février 2013.

Objectif global Contribuer à réduire la vulnérabilité et la pauvreté rurales et rétablir le tissu économique et social en zone sahélienne	Unité	Cible	REALISATIONS	Observations
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%		19	Source : Enquête SYGRI 2010 (A mi-parcours)
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%		30	
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%		19	
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%		67	
Membres de ménage féminins sachant lire	%		4	
Membres de ménage masculins sachant lire	%		16	
Hommes entre 15 et 24 qui peuvent lire	Nombre		14	
Femmes entre 15 et 24 qui peuvent lire			5	
Ménages ayant connu une saison de disette	%		39	
Durée de la première saison de disette	mois		5,2	
Ménages ayant connu une deuxième saison de disette	%		39	
Objectif spécifique 1 Améliorer les conditions de vie des ménages en sécurisant les revenus, l'accès aux services sociaux de base et la réduction des conflits autour des ressources naturelles	Unité	Cible	REALISATIONS	
Nombre de ménages dont l'indice d'accumulation des biens a augmenté*	Nombre			Les seules données disponibles sont les quintiles de richesse relative des ménages de l'enquête SYGRI
Evolution du taux de malnutrition infantile	%		-6	Seule l'évolution de la malnutrition chronique a été prise en compte. C'est un indice de retard de croissance (taille/âge) qui reflète mieux la situation alimentaire de plusieurs années pour un enfant.
			Les autorités du cercle de	Une enquête sera menée en 2012 pour

L'ampleur et la fréquence des conflits autour de ressources naturelles sont nettement réduites			Youwarou (Préfet et le Président du Conseil de Cercle) ont affirmé que le nombre de conflits entre groupes d'acteurs a diminué dans ledit cercle.	étayer cette assertion L'enquête n'a pas été menée.
Objectif spécifique 2 Renforcer les capacités d'action et de participation des Organisations Paysannes au développement local	Unité	Cible	Réalisations	Observations
Nombre OP faîtières adhérents aux cadres locaux et régionaux mis en place (Niv 1)	Nombre	ND	4	La fédération des maraîchers et planteurs, la fédération des pêcheurs, la fédération des éleveurs et la fédération des riziculteurs 40 microprojets demandés par les communes ont fait l'objet de gestion déléguée aux bénéficiaires directs (OP et villages)
Nombre de conventions de partenariat stratégique et opérationnel conclues entre OP et les services techniques, OP et CRA, OP et PTF (niv 2)	Nombre	ND	5	
Nombre de PDESC prenant en compte les priorités définies par les OP (niv1)	Nombre	19	17	
Nombre de conventions de gestion déléguée signées entre une OP et la CT Décentralisée de son ressort territorial (niv 2)	Nombre	ND	40	
Objectif spécifique 3 Contribuer à un développement local durable en mettant en place ou en améliorant les mécanismes existant de gestion des ressources naturelles, de protection de la biodiversité et des écosystèmes	Unité	Cible	Réalisations	Observations
Nombre d'actions/opérations d'amélioration de la diversité animale et végétale (Niv 1)	Nombre	DD	8	L'introduction de variétés locales améliorées de Ziziphus mauritiana greffé, Tamarindus Indica sucré et baobab à SYN, Youwarou, Noïna, Kobassa, Orogalo, Doungoura, Tomora et Saré Maré. Il faut retenir que cette année, il y a eu la restauration de 770 ha de terres cultivés par la technique du Zaï. La réalisation de 2065,60 ml de cordons
Superficie en ha des zones restaurées et gérées (niv 2)	Ha	DD	891,23	

				pierreux ; la fixation de 14 ha de dunes de sable et la protection des berges du bani sur 95 ha.
Résultats	Unité	Cible	Réalisations	Observations
Composante Renforcement des capacités Résultat 1 : Les capacités institutionnelles, techniques et financières des Associations Paysannes sont renforcées				
Nombre de cadre de représentation, de défense et de promotion des intérêts du monde paysan mis en place au niveau local et régional, Niv 1)	Nombre		2	ARM et l'Union des OP de Djenné En cours de constitution à Tenenkou, Mopti et Youwarou
Nombre OP faîtières adhérents aux cadres locaux et régionaux mis en place (Niv 1)	Nombre	DD	4	La fédération des maraîchers et planteurs, la fédération des pêcheurs, l'association des éleveurs et la fédération des riziculteurs
Nb rencontres consultatives organisées entre les cadres mis en place et les organisations représentatives du monde paysan/ PTFs (Niv 1)	Nombre	24	22	
Nombre de partenariats stratégiques et opérationnels conclus entre les AR et les acteurs locaux (CT, services techniques, CRA, PTFs)	Nombre	DD	5	
Nombre de PDESC prenant en compte les priorités des OPs	Nombre	19	17	
Accroissement des capacités des AP à défendre les intérêts des membres	Rapport	ND		Nécessite une enquête. L'enquête n'a pas été réalisée.
Résultat 2 : Les associations d'usagers gèrent par délégation de la Collectivité les investissements sociocommunautaires.				
% des investissements sociocommunautaires dont la gestion est délégué et encadrée par une convention	%		1	La radio de Toguéré Coumbé en construction est en gestion déléguée.
Nombre de comités de gestion fonctionnels	Nombre	DD	68	Il y a eu cette année la mise en place de 68 comités de gestion fonctionnels
Composante : Appui au développement local et gestion durable des ressources naturelles dans le delta intérieur du Niger Résultat 1: Les organisations rurales et les institutions publiques disposent de capacités accrues pour la gestion intégrées des écosystèmes et l'aménagement durable des ressources				

Nb d'ateliers locaux d'information et de formation organisés dans le domaine de la GRN et de la protection de la biodiversité et des écosystèmes	Nombre	ND	72	54 sessions de formations et de visites d'échanges d'expériences en matière de GRN ont été réalisées Les animateurs ont réalisé 228 séances d'IEC dans les villages des cercles de Djenné et Mopti
Nombre de conventions de gestion des ressources naturelles élaborées et signées par les acteurs locaux	Nombre	DD	14	La mise en place de 2 conventions de pêche dans les communes de Ouro-Ali et du Pondori. La mise en place des conventions de gestion des rôniers de Tabato et des forêts d'acacia albida dans la commune de Némabadényakafo.
Nbre d'agents techniques (10 par an) (40% du total d'ici la fin du projet)	Nombre	40	34	Cette année 10 agents ont participé à des voyages d'échanges d'expériences, à des formations sur la gestion des étangs piscicoles et sur la charte pastorale.
Nbre personnes(4000) personnes de la communauté (40% du total d'ici la fin du projet)	Nombre	4000	5 313	La sensibilisation sur la GRN cette année a touchée 4171 personnes dont 1148 femmes
Mise au point IEC à la 1 ^{ère} année et mise en œuvre 2 ^{ème} année	Doc IEC	1	1	L'élaboration de la stratégie en IEC du FODESA
Nombre de CT mettant en œuvre un PDESC intégrant un PCAE/PAGD	Nombre	19	17	Sur 19 communes, il y avait deux communes qui avaient déjà élaboré leur PDESC
Nombre d'organisations rurales menant des activités régulières de GRN sur la base d'une planification concertée et d'outils de gestion adaptés	Nombre	ND	28	Il s'agit de 24 microprojets réalisés en matière de GRN
Résultat 2 : Les revenus des communautés bénéficiaires sont sécurisés et accrus				
Nombre de microprojets sociocommunautaires réalisés	Nombre	DD	3	Sur un total de 24 microprojets sociocommunautaires financés en 2011, trois (03) seulement ont été réalisés : - Le parc de vaccination de M'Biabougou dans la commune de Niansanari ;

				- Le parc de vaccination de Salsalbé dans la commune de Salsalbé ; et - le surcreusement du chenal de Socoura.
Nombre de micro-projets productifs réalisés	Nombre	DD	51	La réalisation de cinq étangs piscicoles et 22 projets d'agroforesterie et 6 motopompes
Nombre de microprojets GRN réalisés	Nombre	DD	126	La réalisation de 79 microprojets en matière de DRS/CES, de régénération du bourgou, de fixation des dunes, de protection des berges et de plantation d'arbres, etc.
Nbre de plans d'aménagements intégrés (10) mis au point par les communautés locales	Nombre	10	5	Après les études le FIDA a demandé d'intervenir seulement sur les six (6) prioritaires. Le FODESA a réalisé les plans d'aménagement de 5 sites et le sixième site avait déjà son plan élaboré
% des financements bénéficiant aux femmes	%	ND	54,55%	Sur les 33 microprojets productifs, les femmes ont bénéficiées de 18.

Résultat 3 : Le programme a contribué à la restauration de 6 sites prioritaires d'intérêt local, national et mondial dans le delta intérieur

Nombre de sites caractérisés	Nombre	13	13	Il s'agit de 13 sites identifiés par le rapport de pré-évaluation
Nombre d'inventaires réalisés	Nombre	6	0	Le marché est attribué, la réunion de cadrage de l'étude a eu lieu à l'AREG. 6 sites prioritaires seront inventoriés. Le rapport provisoire est disponible et un atelier est en cours pour la validation du rapport
Mise au point et adoption de 20 plans PCAE/GRN par les comités mis en place à l'échelon local et intégration dans les PDSEC d'ici la fin de la 3eme année	Nombre	19	19	L'intervention du Programme a porté seulement sur 19 communes, pour lesquelles les PCAE ont été élaborés.
Nbre ha de bourgoutières restaurés	Ha	1300	2044	La régénération de 1332 ha de bourgoutière en 2012

Nbre ha de Doumeraies et de forêts inondées restaurés	Ha	1200	66	Indépendamment des 66 ha de doumeraies restaurés, il y a eu la mise en défens de 3505 ha de forêts en 2011 et 3800 ha en 2012, dont 3000 ha d'acacia albida et 800 ha de rôneraies, ont fait l'objet de conventions de gestion La réalisation de (05) ha de doumeraies par les femmes de Bougourinhié.
Nbre ha de variétés locales réintroduites d'ici la fin du projet	Ha	800	18,26	Il y a eu la réintroduction 504 plants de variétés locales, soit 1,26 ha ; L'ensemencement de la forêt de Sénossa sur 10 ha en acacia nilotica
Nbre ha restaurés en lutte antiérosive (750 ha) d'ici la fin de projet	Ha	750	901,23	Les réalisations 770 ha de Zaï, 2065,6 ml de barrière en cailloux (2,23 ha), de 14 ha de dunes de sables fixées ; 95 ha de protection de berge au vétiver
Effectif et répartition des oiseaux d'eau, poissons et mammifères				Un inventaire faunique et floristique est en cours.
Effectif oiseaux	Nombre	ND	127 460	
Répartition				
Lac Korientzé	Nombre	ND	15 415	
Debo	Nombre	ND	87 111	
Walado	Nombre	ND	24 934	
Effectif Hippopotames	Nombre	ND	32	
Répartition :				
Debo amont	Nombre	ND	9	
Zone Korientzé	Nombre	ND	11	
Zone Walado	Nombre	ND	12	
Nb d'hectares restaurés et/ou conservés (mis en défens) par les communautés locales	Nombre	ND	7381	La mise en défens de 76 ha de forêts. La signature de convention de gestion de 3800 ha, dont 3000 ha d'acacia albida dans la commune de Némabadényakafo et 800 ha de rôneraies à Tabato.

Résultat 4 : Le système unifié et intégré d'information et de gestion environnemental du delta est fonctionnel.				
Un système unifié et intégré d'information et de gestion environnemental du delta est fonctionnel	Nombre	1	En cours	La poursuite du processus de mise en place du Système a été confiée à un Bureau d'études Malien Pixela. Le rapport final de l'atelier sur les indicateurs de suivi écologique est a été mis à la disposition du bureau pour exploitation ; Un rapport provisoire sur l'étude complémentaire de mise en place du SIED est disponible.
Disponibilité des données de référence sur l'évolution de la biodiversité dans le delta	Document	1		Les données de référence seront disponibles avec l'inventaire des ressources fauniques et floristiques du Delta. L'inventaire des ressources fauniques et floristiques est en cours. Un rapport de démarrage et un rapport provisoire ont été fournis
Fréquence et nombre de rapports transmis aux décideurs	Nombre	ND	2	
Nombre de décision prises (local et régional) sur la base des informations fournies par le SIG	Nombre	ND		Cette activité est liée à la mise en œuvre du SIED.

Appendice 3: Résumé des principales mesures à adopter dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Responsabilité	Avancement
Exécution du projet	Organiser la validation de la stratégie de désengagement du programme	FODESA/Partenaires	Immédiatement	
	Analyser les étapes de l'intervention de l'ANICT dans le processus de mise en œuvre des projets sous maîtrise d'ouvrage communal et prendre des mesures dans le cadre du processus de désengagement	FODESA	Avant la fin du mois de juin 2013	
Résultats	Organiser l'atelier de validation de l'étude sur les inventaires floristiques et fauniques sur les sites, en vue d'alimenter le Système d'Information Environnemental du Delta (SIED) et de faciliter la maîtrise par les populations de l'état de leurs terroirs	FODESA	Avant la fin du mois de mai 2013	
	Appuyer la CNOP pour la structuration de l'ARM et son ancrage dans le dispositif institutionnel et organisationnel de la Région	FODESA/ARM/CNOP	Dès à présent	
	Asseoir le dispositif SIED et réfléchir à sa pérennisation	FODESA/Partenaires	Dès à présent	
Durabilité	Organiser une rencontre avec les responsables du PDD-DIN et de l'ECODEL, en vue de discuter de la possibilité de s'insérer dans leur schéma de financement	FODESA/FDA/Tutelles	Avant la fin du projet	
	Préparer les supports de capitalisation en prévision de l'atelier de désengagement et convier les acteurs clés, y compris les gestionnaires du PDD-DIN et de l'ECODEL	FODESA/partenaires	Avant la fin du mois de juin 2013	

Aspects fiduciaires

Finaliser le rapport d'inventaire des immobilisations au 31/12/12 intégrant le rapprochement physique/comptable	Coordonnateur/Comptable	31/03/13
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour valider les indemnités et les droits du personnel et procéder à leur apurement aux échéances prévues. Faire de même pour les retards d'honoraire des prestataires.	Coordonnateur/Comptable	Pour mémoire
Statuer sur le règlement des DRF 82, 80, 81/FIDA et DRF 18, 21/FEM en tenant compte de l'urgence de la récupération des avances initiales et dans un contexte de forte tension de trésorerie au niveau du Programme.	FIDA	15/04/13
Finaliser rapidement les DRF 83/FIDA et 22/FEM et les transmettre au FIDA	Coordonnateur/Comptable	15/04/13
Prendre toutes les dispositions utiles à apurement des écarts constatés sur les reconstitutions de comptes spéciaux FIDA/FEM	Coordonnateur/Comptable/Comptable-PMR	30/04/13
Assurer un suivi rapproché pour le recouvrement du BSI de 2012 et la mise à disposition du BSI de 2013.	Coordonnateur	Pour mémoire
S'assurer de la bonne organisation des dossiers de passation des marchés ainsi que ceux relatifs aux ECD en regroupant de façon exhaustive tous les éléments devant assurer leur auditabilité	Coordonnateur/Comptable	31/03/13
Assurer la revue validation de la comptabilité 2012 avec la comptable du PMR, finaliser et transmettre les états financiers au FIDA, avant la nouvelle échéance.	Coordonnateur/Comptable/Comptable-PMR	30/04/13
Traiter les trois écritures de plus de quatre-vingt-dix (90) jours figurant sur les rapprochements bancaires des comptes d'avances FIDA/FEM	Coordonnateur/Comptable	15/04/13

Finaliser le processus de recrutement de l'auditeur sur la base de TDR approuvé et transmettre le rapport d'audit des comptes 2012, avant l'échéance.

Coordonnateur/Comptable

30/06/13

Appendice 4: Avancement matériel au regard du PTBA, y compris les indicateurs SYGRI

Composantes		Période : 1 ^{er} janvier – 31 décembre 2012			Total effectif cumulé	Objectifs pré évaluation	Objectifs révisés à mi-parcours	En %
Indicateurs	Unité	PTBA 2012 (1)	Chiffres effectifs (2)	En % 2/1	(3)	(4)	(5)	(3/4)
COMPOSANTE 3 : APPUI AU DEVELOPPEMENT LOCAL ET GESTION DURABLE DES RESN/DURCES NATURELLES DANS LE DELTA INTERIEUR DU NIGER								
Ateliers locaux d'information et de formation organisés dans le domaine de la GRN	Nb	DD	54	N/A	72	N/A	N/A	-
Conventions de GRN élaborées et signées par les acteurs locaux	Nb	DD	4	N/A	14	N/A	N/A	-
CT mettant en œuvre un PDESC intégrant un PCAE/PAGS	Nb	19	19	100	19	19	N/A	100
OP menant des activités régulières de GRN sur la base d'une planification concertée et d'outils de gestion adaptés	Nb	DD	79	-	83	N/A	N/A	-
Mise au point et adoption de plans PCAE/GRN par les comités mis en place à l'échelle locale et intégration dans les PDC	Nb	19	19	100	19	19	N/A	100
Micro-Projets Sociocommunautaires réalisés ⁴	Nb	25	3	12	3	N/D	N/A	-
Nombre ha de bourgoutières restaurés	Nb	1000	1332	133,2	2044	1300	N/A	157,23
Nombre ha de Douméraie et de forêts inondés	Nb	125	5	4	66	1200	N/A	5,50
Nombre d'agents techniques formés par an	Nb	4	10	250	34	40	N/A	85
Nombre d'ha de variétés locales réintroduites d'ici la fin du projet	Nb	DD	11,26	N/A	18,26	800	N/A	2,28
Nombre d'hectares restaurés contre l'érosion d'ici la fin du projet	Nb	300	881,23	293,74	901,23	750	N/A	120,16
Nombre personnes de la communauté formées par le projet	Nb	DD	965	N/A	2107	4000	N/A	52,68
Nombre d'hectares d'habitat restaurés	Nb	DD	1332 ⁱ	N/A	2044	N/D	N/A	-
MP productifs réalisés	Nb	DD	33	N/A	51	N/D	N/A	-
Nombre d'éleveurs formés aux nouvelles technologies	Nb	DD	8	N/A	16	N/D	N/A	-
Nombre de pêcheurs formés aux nouvelles technologies	Nb	DD	77	N/A	97	N/D	N/A	-
Pourcentage OP féminines bénéficiant du financement de MP	%	DD	54,55	N/A	54,55	N/D	N/A	-
Nbre d'oiseaux d'eau recensés	Nb	N/D	0	N/A	127 465 ⁱⁱ	N/D	N/A	-
Répartition								
• Lac Korientzé	Nb	N/D	0	N/A	15 415	N/D	N/A	-
• Debo	Nb	N/D	0	N/A	87 111	N/D	N/A	-
• Walado	Nb	N/D	0	N/A	24 939	N/D	N/A	-

⁴ Il s'agit des 23 microprojets programmés en 2011 et 2 en 2012. Sur ces 25 microprojets 3 ont été réalisés, dont 2 parcs de vaccination et le chenal de Socoura.

Hippopotames recensés	Nb	N/D	0	N/A	32	N/D	N/A	-
Répartition								
Debo amont	Nb	N/D	0	N/A	9	N/D	N/A	-
Zone Korientzé	Nb	N/D	0	N/A	11	N/D	N/A	-
Zone Walado	Nb	N/D	0	N/A	12	N/D	N/A	-
Superficies restaurées et/ou conservées (mis en défens) par les communautés locales	ha	1600	3876	2,19	7381	N/D	N/A	-
Composante 5 : Gestion du Programme								
Nouvelles adhésions aux AR	Nb	N /D	0	0	13	N/D	N/A	-
OP féminines ayant adhérees à l'ARM	Nb	N/D	0	-	5	N/D	N/A	-
Exécution budget au 31 décembre 2012	000' FCFA	1 496 761	927 478 214	61,97	-	-	N/A	-

Appendice 5: Questions financières: exécution effective des obligations de financement par source de financement, décaissements par catégorie et par composante

Tableau 5A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Tableau 5A : USD				
	Approbation	Effectif	Décaissements	% décaissé
FIDA	21 949	21 949	21 680,68	98,78%
FEM	6 000	6 000	3 779,53	62,99%
ETAT	6 382	5 259	5 109,93	97,17%
BENEFIC	3 495	2 880	814,09	28,27%
AUTRES	8 082	0	0,00	0,00%
Total	45 908	36 088	31 384,23	86,97%
FIDA et FEM: Décaissements réels suivant historical transaction report du 31 décembre 2012, ceux de l'Etat et des bénéficiaires ont été évalué en USD au taux de 1 USD = 485,65 FCFA (Taux moyen du dollar de la période)				

Tableau 5B: Exécution des obligations de financement par source de financement, décaissements par composante (milliers d'USD)

Table 5B: Performance financière par Bailleur et par composante (USD '000)

	Prêt FIDA			Don FEM			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
Composantes cycle III	Initial/Effet	réel	%	Initial	réel	%	Initial	réel	%	Initial	réel	%	Initial	réel	%
1. Appui au développement local	1 719	1 429	83,13	0	0	0,00	15	23	154,36	60	56	93,65	1 794	1 508	84,07
2. Services Financiers Décentralisés SFD	552	1 187	214,90	0	0	0,00	46	56	122,37	0	0	-	598	1 243	207,84
3. Gestion durable des ressources naturelles	2 800	0	0,00	4 741	2 382	50,26%	502	560	111,49	337	165	49,03	8 380	3 107	37,08
4. Coordination & Gestion	811	667	82,24	1 259	546	43,39%	398	548	137,69	0	0		2 468	1 761	71,37
Dépôt initial		542			850									1 392	
S/total Cycle III	5 883	3 824	65,01	5 999	3 779	62,99%	961	1 187	123,52	396	221	55,77	13 239	9 011	68,07
Total Cycle I + Cycle II	16 067	17 856	111,14	0	0	0,00	4 298	3 923	91,28	2 484	594	23,91	22 848	22 373	97,92
Total*	21 949	21 681	98,78	5 999	3 779	62,99	5 259	5 110	97,17	2 880	815	28,29	36 087	31 384	86,97

FIDA et FEM : Décaissements réels suivant historical transaction report du 30 Nov 2012; ceux de l'Etat et des bénéficiaires ont été évalué en USD au taux de 1 USD= 485,65 FCFA taux moyen de la période

Table 5C: Décaissements Prêt FIDA au 28 février 2013 (DTS)

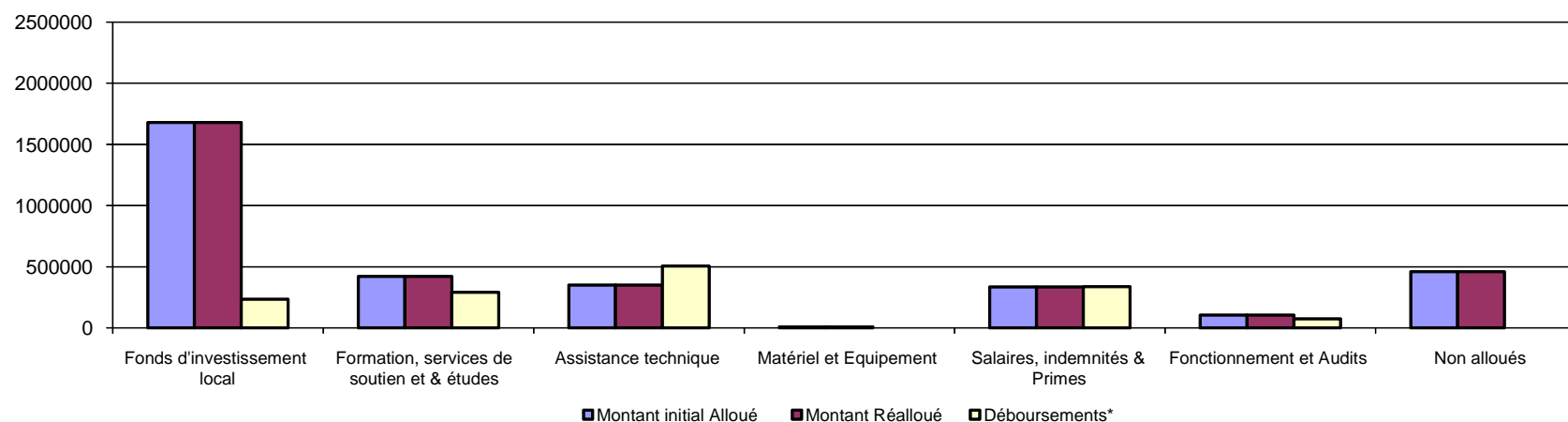
	Catégories	Allocations Initiales	Montants Réalloués	Décaissements (1)	Soldes	Décaissements en %	DRF en instance (2)	DRF en préparation (3)	Soldes	Déc. prév %
I	Fonds d'investissement local	1 680 000,00	1 680 000,00	422 524,64	1 257 475,36	25,15	187 076,99	57 083,55	1 013 314,82	39,68
II	Formation, services soutien et étu.	420 000,00	420 000,00	435 232,99	-15 232,99	103,63	37 648,06	8 652,75	-61 533,80	114,65
III	Assistance technique	350 000,00	350 000,00	948 825,77	-598 825,77	271,09	101 579,33	0,00	-700 405,10	300,12
IV	Matériel et Equipement	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
V	Salaires, indemnités et Primes	335 000,00	335 000,00	401 380,84	-66 380,84	119,82	17 022,01	3 785,44	-87 188,30	126,03
VI	Fonctionnement et Audit	105 000,00	105 000,00	79 966,85	25 033,15	76,16	884,75	4 060,18	20 088,22	80,87
VIII	Non alloué	459 440,39	459 440,39	0,00	459 440,39	0,00	0,00		459 440,39	0,00
	Dépôt initial		0,00	394 167,06	-394 167,06	-	0,00		-394 167,06	0,00
	Cycle I	2 806 098,97	2 806 098,97	2 806 098,97	0,00		0,00		0	100,00
	Cycle II	9 484 460,64	9 484 460,64	9 486 333,23	-1 872,59		0,00		-1 872,59	100,02
	Total	15 650 000,00	15 650 000,00	14 974 530,35	675 469,65	95,68	344 211,14	73 581,93	257 676,58	98,35

(1) au 28 février 2013 DRF 1 à 81 (source LGS FIDA)

(2) DRF 82 : (en instance au FIDA); DRF 80 et 81 : éléments rejetés pour le moment pour dépassement de catégorie en attendant la réallocation au taux de 1 DTS=765,794 FCFA (source IMF déc 2012)

(3) DRF 83 en préparation/AREG évalué au taux de 1DTS = 765,794 FCFA

DECAISSEMENTS PAR CATEGORIES -



Appendice 6: Respect des dispositions de l'Accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition de l'Accord	Date butoir de l'action/objectif	Avancement/date de la conformité	Observations
Section 3.04/Prêt FIDA Section 2.04/Don FEM	Cosignataires des comptes spéciaux et des comptes d'avance	Revoir le dispositif institutionnel et organisationnel pour mémoire	Statu quo	Le Coordonnateur Régional et le comptable de l'AREG sont actuellement cosignataires des comptes spéciaux et des comptes d'avance ; il n'y a plus de Coordonnateur National.
Section 4.01	Contrepartie de l'Etat	30/06/13	En cours	Le BSI 2012 de 30 000 000 de FCFA n'est pas encore payé. Il est inscrit 30 000 000 FCFA sur le BSI de 2013.
Section 5.02 (a)/Prêt FIDA « Suivi/Evaluation »	Organisation annuelle de séances d'évaluation participative sur un échantillon de villages bénéficiaires.	30/06/13	A mettre en œuvre	Avant l'achèvement du Programme il serait intéressant de procéder à un bilan d'évaluation participative.
Annexe 4-II-D/Prêt FIDA Annexe 1/Don FEM « Composition de l'AREG »	Composition de l'AREG.	Non nécessaire	Maintien du statu quo	Achèvement du Programme au 31/07/13
Annexe 4-III-G-(b)/Prêt FIDA	PTBA et PPM /FIDA	Non nécessaire	Dernier PTBA de quatre (04) mois en cours de validation	Achèvement du Programme au 31/07/13
Section 3.02/Don FEM	PTBA/FEM.	Non nécessaire	Dernier PTBA de quatre (04) mois en cours de validation	Achèvement du Programme au 31/07/13

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Le FODESA a commencé à capitaliser son expérience avec l'appui de FIDAFRIQUE pour la réalisation de 3 fiches sur (i) le montage institutionnel, (ii) la gestion de la biodiversité et (iii) la problématique genre.

La première fiche a fait l'objet de nombreux échanges facilités par un comité de pilotage présidé par le responsable de la Cellule de Dialogue sur les Politiques (CDP). Cette fiche sera publiée dans FeedAfrica. Du fait de sa longueur, elle mérite cependant une version plus courte et un résumé pour diffusion plus large. Les deux autres fiches n'ont pas encore été initiées et devront l'être dans les meilleurs délais.

Ci-après 2 bonnes pratiques sont présentées.

Aménagement et exploitation des bourgoutières dans le delta : cas de l'appui du FODESA à la coopérative des éleveurs de Korientzé dans la commune de Korombana, région de Mopti

L'innovation à ce niveau consiste à l'exploitation rationnelle des bourgoutières⁵ aménagées par une coopérative des éleveurs dans le cadre d'un partenariat réussi entre le conseil communal et l'organisation paysanne de base. Cette technique de régénération est réalisable seulement dans les bas-fonds et dans les plans d'eau semi permanents pour au moins 2 à 3 mois. La production peut être envisagée pour toute l'année si la source d'eau est pérenne.

Une Fiche de capitalisation a été élaborée dans ce sens et a fait l'objet de diffusion au cours du 7^{ème} forum régional du FIDA à Banjul et au cours des festivités du 30^{ème} anniversaire du FIDA au Mali. Une autre fiche est en cours d'élaboration avec l'appui de l'IED et sera diffusée très prochainement dans la revue AGRIDAPE.

- **La stratégie d'aménagement, de gestion et de pérennisation des bosquets villageois réalisés par le FODESA dans les cercles de Djenné et Tenenkou**

Cette technique d'agroforesterie a été menée avec la collaboration des populations locales et plus souvent les organisations paysannes, les Collectivités territoriales (communes), les services techniques (cantonnement des Eaux et Forêts, le service local de l'agriculture), l'institution de recherche (CRA- Mopti).

L'aménagement forestier de type participatif se présente comme une innovation majeure d'accroissement de la productivité agricole maraîchère, d'amélioration de la couverture végétale et d'accroissement des revenus des ménages, aussi et surtout améliorer la disponibilité du bois énergie, bois d'œuvre et bois de service.

L'expérience repose sur plusieurs techniques de sylviculture. Il s'agit du développement de systèmes agroforestiers qui intègrent les essences exotiques (*Eucalyptus camaldulensis*) en association avec le maraîchage d'une part et la combinaison de techniques de régénération naturelle assistée et/ou de mise en défens des espèces végétales autochtones en voie de disparition (*Adansonia digitata*, *Borassus aethiopum*) en association avec le maraîchage. Il s'agit aussi de développement d'activités de recherche portant sur l'introduction du jujubier amélioré et du tamarinier sucré dans les jardins maraîchers.

D'autres fiches de capitalisation sont en cours d'élaboration par les animateurs de sites et seront disponibles d'ici l'achèvement du Programme. Les thématiques portent sur les travaux de défense et de restauration des sols, les conventions locales, les nouvelles technologies comme les botteleuses, les pompes solaires, les pompes nafasoro.

⁵ Les bourgoutières restaurées servent en même temps d'habitats aux poissons et aux oiseaux d'eau.

